

Louise MARILLEY

Quand la non-violence rencontre ses limites :
une perspective anthropologique des pratiques de la désobéissance
civile en Suisse romande

Mémoire de master en sciences sociales – pilier anthropologie

Date de soutenance : le 5 septembre 2024

Directrice du mémoire : Mme Claudia Dubuis

Membre du jury : M. Philip Balsiger

Résumé

Ce mémoire explore les liens entre la non-violence et la désobéissance civile. Une analyse basée sur des entretiens avec des désobéissant.e.s issu.e.s de nombreux collectifs militants en Suisse romande, examine le rapport entre la non-violence et l'urgence climatique. Des clés de lecture tel que le radicalisme, le réformisme et le catastrophisme permettent de cerner les enjeux stratégiques de la non-violence et les pratiques militantes. Si la recherche n'a pas montré que les limites de la non-violence tendent à être repoussées, l'enquête a démontré un désengagement et une lassitude pour les moyens d'actions désobéissants. Ce travail explore également l'avenir de l'engagement militant des enquêté.e.s.

Mots-clés :

Désobéissance civile – Méthode qualitative – Non-violence – Suisse romande –
Mouvements sociaux environnementaux – Catastrophisme

Remerciements

Je tiens à remercier Claudia Dubuis, qui m'a accompagnée dans l'écriture de ce mémoire, pour son suivi, son temps et ses conseils, ainsi que Philip Balsiger, pour son temps et sa disponibilité. Je remercie aussi tout particulièrement les personnes qui m'ont accordé de leur temps et leur confiance pour répondre à mes questions et enrichir mes réflexions. Enfin, je remercie toutes les personnes qui ont nourri ce travail par leurs conseils, leurs encouragements, leur soutien et leur écoute.

Table des matières

Introduction	6
Contexte	9
Problématique : aux limites de la non-violence	12
Méthodologie : une enquête qualitative	15
Terrain.....	15
Méthode : entretiens et observation.....	16
Sélection des désobéissant.e.s et leur profil.....	20
De l'homogénéité des profils.....	23
Anonymisation dans un contexte d'actions illégales.....	26
Chap. 1 Pourquoi désobéir ?.....	27
Désobéissance civile réformiste	27
Désobéissance civile radicale	32
Différence fondamentale ou évolution ?	36
Chap. 2 Non-violence et violence dans la désobéissance civile	40
État de la violence dans les actions de désobéissance civile en Suisse romande	40
Violence physique	41
Violence matérielle	42
Violence étatique	45
Violence morale.....	49
Non-violence comme stratégie	51
Une relation complexe	56
Chap. 3 Catastrophisme chez les désobéissant.e.s.....	60

Définition et caractéristiques du catastrophisme	60
État du catastrophisme chez les désobéissant.e.s en Suisse romande	62
Désobéissance civile et radicalité comme basculement dans le catastrophisme ..	66
Chap. 4 Épuisement militant et réengagement	71
Violence et épuisement militant	71
Réengagement et alternatives à la désobéissance civile	74
Conclusion	81
Bibliographie	84
Webographie	89
Vidéos.....	91
Annexe : Tableau récapitulatif des enquêté.e.s	92

Introduction

« Terroristes ou martyrs climatiques ?¹»

« Je leur roulerais dessus si j'étais là²»

« Le mouvement pour le climat a eu son moment gandhien ; sans doute le temps vient-il d'un moment fanonien³»

À l'heure où le premier activiste pour le climat a été emprisonné en Suisse après avoir documenté une action de désobéissance civile, dans un contexte où les titres d'articles de presse accrocheurs évoquent une possible escalade de violence dans les actions pour le climat, et tandis que les internautes expriment leur agacement face aux actions de blocage, il est légitime de s'interroger sur la réalité de la violence dans la désobéissance civile en Suisse romande.

La désobéissance civile est profondément ancrée dans l'histoire des mouvements sociaux suscitant autant de fascination qu'elle fait débat. Son aspect non-violent constitue sans doute sa caractéristique la plus controversée, soulevant des questions sur la morale et l'éthique des mouvements sociaux. Alors que ces dernières années ont vu un renouveau de la désobéissance civile au sein des mouvements écologistes et dans le débat public, j'ai choisi de me focaliser pour mon mémoire sur ce sujet. En effet, les débats sont vifs autour de l'utilité, de la légitimité et de la violence qu'impliquent ces actions. Les opinions y sont très contrastées et les expressions comme « écoterroristes » deviennent l'illustration de la crainte qu'inspirent ces mouvements et leurs actions. Ce travail ne se propose pas de juger de l'efficacité d'un tel répertoire d'action, mais s'interrogera sur ses rapports avec la non-violence et la violence.

¹Terroristes ou martyrs climatiques, l'énigme irrésolue des écologistes bloqueurs de routes. Le Temps, le 19 juillet 2023 : <https://www.letemps.ch/suisse/terroristes-ou-martyrs-l-enigme-irresolue-des-ecologistes-bloqueurs-de-routes> (consulté le 31 juillet 2024).

² Commentaire anonyme durant le live sur Instagram d'une action de blocage (Journal de terrain, le 9 mai 2024).

³ Malm 2020 : 185.

Face à la polarisation croissante des opinions sur la désobéissance civile, il m'a semblé pertinent, voire important, d'entreprendre une recherche autour du sujet et sa non-violence afin de mieux comprendre les mouvements désobéissants pour le climat. J'ai ainsi mené une recherche qualitative auprès de différents réseaux pratiquant la désobéissance civile afin d'examiner leur rapport à la non-violence et d'en cerner leurs limites éventuelles. Ces dernières se trouvent remises en question par l'urgence climatique, et il m'a paru intéressant d'évaluer si, dans un contexte de crise de plus en plus alarmant, ces limites tendent à reculer, ouvrant la voie à des actions potentiellement plus extrêmes. Cependant, mes recherches ont révélé que ces limites n'ont pas été repoussées en faveur d'une violence accrue. Au contraire, mon terrain a montré un désengagement et une lassitude pour les moyens d'actions désobéissants, ce travail abordera également la question subsidiaire consistant à analyser comment la violence ressentie façonne l'engagement des désobéissant.e.s.

Pour ce faire, ce mémoire est structuré en 4 chapitres principaux. Après un chapitre introductif consacré à la méthodologie et la présentation du terrain et ses acteur.ice.s, le premier chapitre se concentrera sur une première distinction entre radicaux et réformistes. Cette distinction permettra de mieux cerner la problématique de la non-violence et ses limites. En effet, les désobéissant.e.s radicaux/radicales ont tendance à légitimer davantage l'usage de la violence. Cette hypothèse sera examinée dans le second chapitre. Celui-ci dressera un état des lieux de la violence dans les pratiques de désobéissance civile en Suisse romande. Cette analyse permettra de saisir l'approche stratégique de la non-violence, laquelle revêt une dimension quasi symbolique pour les réformistes, mais dont les radicaux/radicales voient les limites comme susceptibles d'être repoussées selon leur discours. Ce chapitre apportera également une précision importante sur le rapport à la violence en Suisse. La violence la plus fréquemment rapportée par les désobéissant.e.s est la violence morale induite par un militantisme énergivore et désillusionnant. Cette réflexion me conduira à aborder, dans le troisième chapitre, la notion de catastrophisme. En effet, pour lier ce mémoire à l'urgence climatique, le catastrophisme s'est rapidement imposé comme un point d'entrée au fil de mes entretiens. Les désobéissant.e.s ont présenté des discours alarmants qui ont beaucoup retenu mon attention. Le catastrophisme sera ainsi présenté en lien avec la désobéissance civile. Celle-ci peut être perçue comme un accélérateur de catastrophisme, en d'autres mots, les désobéissant.e.s présentent des

affiliations au catastrophisme avant leur engagement dans la désobéissance civile, mais sa pratique crée souvent une désillusion étroitement liée au catastrophisme.

À ce stade, j'aurai présenté comment l'urgence climatique ne repousse pas nécessairement les limites de la non-violence dans la désobéissance civile. Ce sont les désobéissant.e.s radicaux/radicales qui, présentant une forte attache à transformer l'ordre social, seront plus enclin.e.s à légitimer dans un discours certaines formes de violences. Toutefois, dans la pratique, la désobéissance civile ne s'organise pas autour d'une intensification de la violence. Comme le montre le chapitre sur le catastrophisme, la pratique de la désobéissance civile conduit vers un fort désengagement. Ainsi, en questionnant les pratiques en Suisse romande autour de la non-violence et ses limites, j'ai été confrontée au fait que c'est la violence morale qui touche le plus les désobéissant.e.s. Le chapitre 4 de ce mémoire s'attachera à questionner la façon dont la violence morale façonne l'avenir des pratiques de la désobéissance civile en Suisse romande, qui semble touchée par un fort turnover militant lié aux aspects de violences morales endurées par les désobéissant.e.s.

Contexte⁴

La désobéissance est le moyen de protestation non-violente le plus connu. La désobéissance civile a été théorisée pour la première fois par le philosophe Henry David Thoreau, qui, dans son opposition à l'esclavage aux États-Unis à la fin du XIXe siècle et contre le financement de la guerre du Mexique, refusa de payer ses impôts, ce qui aboutit à son incarcération. Henry David Thoreau fut ainsi le précurseur de cette forme de résistance, qu'il décrit dans son essai « Resistance to civil government » en 1849, puis sera reprise sous les termes de « désobéissance civile », en introduisant l'idée de désobéissance face à un État perçu comme injuste. Il s'agit pour Thoreau d'un acte d'intégrité morale exécuté par un individu « juste » face à une injustice du gouvernement (Laugier 2015 : 1 ; Hayes, Ollitrault 2013 : 24). Il s'agit alors dans un premier temps d'un concept de point de vue philosophique qui légitime un droit à la révolte citoyenne contre des décisions collectives jugées comme injustes (Hayes, Ollitrault 2013 : 15). Cette notion fut ensuite adoptée par plusieurs militant.e.s⁵ emblématiques tel.le.s que Rosa Parks, Martin Luther King et Gandhi. Des philosophes comme Hannah Arendt ou John Rawls proposent des discussions autour de cet instrument de protestation (Hayes, Ollitrault 2013 : 18). La pratique de la désobéissance civile se développe avec le temps pour devenir un véritable instrument de révolution notamment dans le mouvement pour les droits civiques aux États-Unis. Le terme « civil » renvoie à la dimension morale des actions, caractérisées par leur non-violence, inhérente à la civilité qui les sous-tend (Celikates 2013 : 36). Pour le dire autrement, la civilité renvoie au respect d'autrui et à l'aspect non-violent de ces actions (Hayes, Ollitrault 2013 : 165).

En Suisse, des actions de désobéissance civile ont été recensées dès les années 1950. Ce sont les femmes qui ont d'abord désobéi pour le droit de vote, ensuite les hommes pour l'objection de conscience face au service militaire obligatoire. Dans la

4 Différentes parties présentant la problématique et la démarche sont tirées directement d'un essai (Marilley, Louise. (19 janvier 2024). Essai sur la désobéissance civile), réalisé pour le séminaire d'anthropologie politique de la nature. Il est repris ici, sous des formes remaniées, en accord avec C. Dubuis qui dirige ce mémoire et le séminaire.

⁵ J'utiliserai dans ce mémoire les formes d'écriture inclusive. Au lieu d'utiliser le masculin générique, quand il s'agira de plusieurs personnes je recourrai à la forme contractée aidée d'un point.

thématique écologiste, la construction d'une centrale nucléaire à Kaiseraugst provoque la première mobilisation de désobéissance civile par une occupation durant onze semaines en 1975. Les militant.e.s antinucléaires obtiennent gain de cause et le projet est abandonné en 1988⁶. Greenpeace devient aussi figure de proue des actions de désobéissance civile dans les années 1990 contre le nucléaire avec l'occupation de la centrale de Beznau. La thématique a regagné en importance dans les années 2010 en Suisse, avec les mouvements en faveur des droits des personnes migrantes et du mouvement antispéciste. À partir de 2018, les mouvements Extinction Rebellion et Grève pour le climat font leur apparition avec comme moyens privilégiés d'actions, la désobéissance civile⁷. Ils feront beaucoup parler amenant à une réémergence de l'engagement militant pour le climat et des actions de désobéissance civile.

Au cours des dernières années, l'urgence climatique a pris une place centrale au sein des mouvements sociaux environnementaux, suscitant un regain d'intérêt pour des actions militantes dès 2018. Cet engagement peut prendre diverses formes, qu'il s'agisse d'une implication politique ou associative au sein d'organisations, ou à titre personnel dans les pratiques quotidiennes. Il peut également se manifester par une participation à des actions de désobéissance civile dans les organisations pratiquant ce type d'action. Ainsi, ce mémoire se focalise sur la pratique de la désobéissance civile au sein des récents mouvements pour le climat. Ces dernières années ont été marquées par une multiplication d'actions de désobéissance civile, notamment menées par des groupes tels qu'Extinction Rebellion, Breakfree, Lausanne Action Climat, Grève du climat, Collective Climate Justice, Renovate, la création de la première ZAD de Suisse⁸, et les Grondements des terres⁹ (Bluwstein, Demay, Benoit

⁶ Kaiseraugst, c'est trop (7 minutes). Archives RTS, le 25 septembre 1981 : <https://www.rts.ch/archives/tv/information/tell-quel/3465132-kaiseraugst-c-est-trop.html> (consulté le 3 juillet).

⁷ La désobéissance civile en Suisse : une histoire en archives (6 minutes). Le Temps, le 6 octobre 2021 : <https://www.youtube.com/watch?v=thpW-RVyl1A> (consulté le 2 juillet 2024).

⁸ La ZAD (signifiant zone à défendre) de la colline a été la première ZAD de Suisse et avait pour but d'empêcher l'extension de la carrière de ciment de l'entreprise Holcim. Wikipedia : ZAD de la colline du Mormont (consulté le 2 juillet 2024).

⁹ Grondements des terres est un mouvement de résistances climatiques, paysannes et territoriales en Suisse romande : <https://grondementsdesterres.org> (consulté le 4 juillet 2024).

2023 : 1). Ce travail se concentre plus spécifiquement sur les actions se déroulant ou s'étant déroulées dans l'espace suisse romand.

La désobéissance est définie comme « le refus volontaire et ostensible d'appliquer la loi, de façon publique, non-violente et collective, cette transgression visant à contester des choix de politique publique jugés injustes et nuisibles ainsi qu'à convaincre l'opinion publique de la nécessité d'une réforme » (Djemni-Wagner 2021 : 56). Afin de mieux cerner le sujet, il est nécessaire de le définir dans un premier temps.

Les objectifs de la désobéissance civile sont multiples et se concentrent principalement autour de l'idée de susciter l'attention de la justice face à l'inaction ou aux injustices liées notamment à l'urgence climatique, par des actions reposant sur l'infraction à des lois. Ils cherchent également à instaurer un dialogue et à convaincre de la nécessité d'une réforme. Dans cette perspective, le terme réforme a un double sens : pour certain.e.s, l'objectif est d'ordre global, cherchant à réformer l'État, étant donné que les politiques en place n'ont démontré aucun changement significatif concernant les mesures à adopter vis-à-vis de l'urgence climatique. Pour d'autres, l'objectif réformiste vise davantage à précipiter des changements légaux et à contester des projets spécifiques. De façon générale, la désobéissance civile met en lumière les dynamiques de pouvoir entre l'État et les citoyen.ne.s (Cervera-Marzal 2014 : 8). Ces différents objectifs seront examinés dans le chapitre 1 : Pourquoi désobéir ?.

Pour atteindre ces objectifs, la désobéissance civile demeure toujours volontaire. Cette caractéristique sous-entend une certaine préméditation et une conscience de l'action entreprise. En d'autres termes, l'action est toujours préparée en avance et les actions de désobéissance civile sont soigneusement calculées afin d'évaluer les risques légaux encourus par chaque participant.e et d'assurer le bon déroulement de l'événement (Falcón y Tella 1997 : 30). Son caractère public souligne également son objectif de réforme et de sensibilisation du plus grand nombre. Les actions ne se déroulent jamais dans la clandestinité et sont systématiquement rendues publiques (Cervera-Marzal 2014 : 8). Cela implique notamment l'implication des médias, qui sont systématiquement sollicités pour rendre compte d'une action, et la diffusion des actions sur les réseaux sociaux afin d'atteindre un public aussi large que possible (Djemni-Wagner 2021 : 61).

Problématique : aux limites de la non-violence

Ce mémoire se focalise sur l'aspect crucial de la non-violence dans la désobéissance civile. Cette caractéristique apparaît invariablement comme un élément central de la désobéissance civile, et les diverses organisations qui la pratiquent placent cette dimension au cœur de leurs actions. La non-violence suscite de nombreuses interrogations, amenant les militant.e.s à justifier régulièrement leur pratique, en faisant ainsi une propriété fondamentale de la désobéissance civile.

En Suisse romande, Extinction Rebellion (XR) à Lausanne par exemple met un point d'honneur à qualifier ses actions de non-violentes, comme en témoignent les explications fournies sur son site, notamment dans les sections dédiées aux modes d'action et à la désobéissance¹⁰. Par ailleurs, Renovate publie régulièrement sur ses plateformes des justifications relatives à son choix de la non-violence¹¹.

Face à l'importance accordée à la non-violence des organisations œuvrant pour la cause environnementale, j'ai décidé d'approfondir ce sujet. Ma question de recherche consiste à explorer les enjeux et limites de la non-violence dans les actions de désobéissance civile pour le climat en Suisse romande.

Dans ce mémoire, il s'agira ainsi d'approfondir les questions liées à la non-violence dans la désobéissance civile dans les réseaux luttant pour le climat en Suisse romande. La question de recherche peut être formulée ainsi : *Dans quelle mesure l'urgence climatique influence-t-elle la redéfinition des limites de la non-violence dans les actions de désobéissance civile pour la protection de l'environnement en Suisse romande, et comment l'engagement des désobéissant.e.s est transformé par la violence ?*

En d'autres termes, j'aimerais questionner le caractère non-violent de la désobéissance civile. Mon premier travail a mis en évidence les limites de la non-violence sur le plan stratégique et en révélant la présence de violence dans certaines actions de désobéissance civile. On peut se demander si l'urgence climatique toujours

¹⁰ Extinction Rebellion Lausanne : <https://xrlausanne.ch/desobeissance-civile/> (consulté le 3 juillet 2024).

¹¹ Act Now !: https://www.instagram.com/actnow_ch/ (consulté le 3 juillet 2024).

plus accablante pourrait repousser les frontières de la non-violence. Cette question remet alors en question l'aspect stratégique de la non-violence dans la désobéissance civile. Si les frontières sont repoussées et que la violence devient plus fréquente et ordinaire dans les actions, cela affecterait-il les fondements et l'avenir de la désobéissance civile ?

Néanmoins, avant d'analyser le cœur de ces questionnements, il convient de préciser, en premier lieu, que la désobéissance civile constitue un type d'action parmi d'autres dans le répertoire d'actions des organisations, qui ne se revendiquent pas exclusivement de la désobéissance civile. De même, les activistes participant à ces actions ne se limitent pas à ce type d'engagement, mais peuvent également participer à d'autres actions, soit pour d'autres causes, soit dans un autre répertoire d'actions (Hayes, Ollitrault 2013 : 99, Péchu 2020 : 1). Dans cette perspective, la désobéissance civile et son caractère non-violent ne sont pas des attributs intrinsèques aux organisations de lutte pour le climat. De plus, le caractère volontaire de cette démarche permet aux participant.e.s de prendre part à des actions sans nécessairement s'exposer à des risques judiciaires. Ainsi, il est crucial de maintenir une distinction entre les organisations pour le climat, les membres de ces organisations et les participant.e.s aux actions de désobéissance, étant donné que l'adhésion à une organisation pratiquant la désobéissance civile ne constitue pas en soi un acte de désobéissance civile. C'est pourquoi je vais utiliser le terme « désobéissant.e.s » pour désigner les acteur.ice.s impliqué.e.s dans une **action** de désobéissance civile.

L'approche adoptée dans ce mémoire s'appuie principalement sur les travaux de chercheur.euse.s tel.le.s que Luc Semal, notamment à travers son ouvrage majeur *Face à l'effondrement : militer à l'ombre de la catastrophe* (2019). Cet ouvrage offre un cadre théorique pertinent pour analyser les dynamiques d'engagement dans les mouvements sociaux contemporains, en particulier ceux qui se développent dans un contexte d'urgence climatique et de crises écologiques croissantes. Semal explore la manière dont le concept de catastrophisme influence les pratiques militantes. Le concept de disponibilité biographique joue un rôle central dans ce mémoire pour expliquer les conditions de l'engagement militant. Ce concept aide à comprendre comment les expériences personnelles, les circonstances de vie et les ressources individuelles influencent les individus à s'engager dans des actions militantes, notamment dans des formes de désobéissance civile.

Plus globalement, l'intégration de la sociologie des mouvements sociaux dans cette recherche permet une analyse approfondie de la désobéissance civile. Cette perspective sociologique offre une compréhension dynamique des stratégies militantes, éclairant les raisons pour lesquelles certains groupes ou individus peuvent être tentés de radicaliser leurs actions face à l'inefficacité perçue des méthodes traditionnelles. Cette approche devient alors indispensable pour répondre à la question de recherche qui explore la possibilité d'un tournant violent dans la désobéissance civile en Suisse romande. Des concepts tels que la rétribution du militantisme, c'est-à-dire les bénéfices symboliques, émotionnels et parfois matériels que les militant.e.s retirent de leur engagement, est également un élément central pour expliquer pourquoi certain.e.s continuent dans leur lutte malgré les obstacles.

Par ces approches, ce mémoire aspire à offrir une analyse nuancée et approfondie de la désobéissance civile face à la crise écologique, tout en questionnant les limites de la non-violence dans un contexte où la radicalisation pourrait être perçue comme une réponse inévitable à l'urgence.

Méthodologie : une enquête qualitative

Terrain

Afin de répondre aux questions de recherche de ce mémoire, j'ai mené une enquête qualitative basée sur des entretiens avec des désobéissant.e.s. Il a d'abord été nécessaire de délimiter le champ d'étude pour me concentrer sur les aspects qui m'intéressaient le plus. Par observation préliminaire, j'ai remarqué qu'il y avait de nombreux réseaux pratiquant la désobéissance civile en Suisse : Extinction Rebellion (XR), Breakfree, Lausanne Action Climat, Grève du climat, Collective Climate Justice, Renovate, la création de la première ZAD de Suisse, et les Grondements des terres (Bluwstein, Demay, Benoit 2023 : 1). Il n'était alors pas question pour moi de me concentrer sur un réseau en particulier. L'objectif étant de réfléchir de façon générale aux limites de la non-violence face à l'urgence climatique, il m'a semblé davantage intéressant d'observer les différentes implications des différents réseaux présents en Suisse. Il a été plus facile d'entrer en contact avec ces réseaux en Suisse romande, du fait de la barrière de la langue et de leur proximité. Qui plus est, l'entrée sur le terrain en Suisse romande s'est avérée facilitée par un réseau d'interconnaissance qui m'a permis d'entrer en contact avec un panel d'acteur.ice.s varié. Mon échantillon de groupes et organisations militants se compose de : Renovate, Extinction Rebellion (XR), ZAD de la colline, Grondements des terres, Collectif des Hirondelles, Grève du climat, Greenpeace, 269 Libération animale. Le choix de ces réseaux s'est fait au regard de l'actualité et des organisations actives en Suisse dans les actions de désobéissance civile pour le climat. Quant à 269 Libération animale, qui œuvre davantage dans la lutte antispéciste, il m'a semblé opportun de m'y intéresser dans une dimension de convergence des luttes et parce que la lutte antispéciste est reconnue pour ses actions directes et de désobéissance civile. En dénonçant l'exploitation animale, l'antispécisme milite pour la réduction des impacts environnementaux et la protection du climat. Qui plus est, l'enquêtée qui s'implique dans l'antispécisme est également engagée dans la lutte pour le climat, relevant leur lien direct. En plus de ces réseaux, les désobéissant.e.s que j'ai suivi.e.s s'inscrivent dans d'autres réseaux militants pour le climat ne pratiquant pas la désobéissance civile, ou des partis politiques et syndicats.

Par ailleurs, il me semble important de m'intéresser à la désobéissance civile en Suisse romande afin de mieux comprendre ces mobilisations et quelle importance elles ont dans un système politique caractérisé par sa démocratie directe. En effet, il me semble important de mettre en évidence et de comprendre au mieux les actions de désobéissance civile qui représente une des luttes les plus importantes de ces dernières années concernant le climat et la justice climatique. De plus, étant donné l'atmosphère politique en France et dans d'autres pays limitrophes, où la répression et les violences occupent de plus en plus la une des médias, il m'a semblé pertinent de m'interroger sur l'aspect de la non-violence en Suisse.

Méthode : entretiens et observation

Afin de répondre à la problématique de ce mémoire et après avoir cerné et délimité un terrain, j'ai mené une étude basée sur des entretiens et des observations réalisées entre septembre 2023 et mai 2024. Il convient également de préciser que des recherches antérieures m'ont fourni des pistes d'analyse et de réflexion très enrichissantes. J'ai réalisé un petit terrain concernant l'horizontalité dans des réseaux anarchistes et écologistes¹². J'ai eu l'opportunité pour ce travail de m'entretenir avec des activistes et désobéissant.e.s présent.e.s à la ZAD de la colline. De plus, dans le cadre d'un cours concernant les enjeux environnementaux j'ai eu l'opportunité de m'intéresser au projet anarchiste de la Décentrale à St-Imier afin de mieux comprendre les liens entre un projet anarchiste et ses projets de protection de l'environnement¹³. Pour finir, le cours d'anthropologie politique de la nature m'a mené à cerner la problématique liée à ce master. Ainsi, comme précisé auparavant, certains paragraphes et certaines parties de ce mémoire sont issus directement de ce travail antérieur.

Ces travaux antérieurs témoignent d'une part de mon affinité pour les enjeux liés au climat, la nature et le militantisme. Si toutefois je ne fais pas partie, et il me semble important de le préciser à ce stade, de réseaux pratiquant la désobéissance civile, mon

¹² Dossier de 1^{ère} année en ethnologie, L. Marilley.

¹³ Mairy, L.; Studer, D.; Marilley L. (2022). Les enjeux environnementaux dans le travail militant : anarchisme et écologie. Dans le cadre du séminaire : les enjeux environnementaux au prisme des sciences sociales : défis et perspectives par G. Brulé. (Non publié).

affinité avec les pratiques et motivations des personnes avec lesquelles j'ai pu m'entretenir, est une dimension que j'ai gardé à l'esprit dans l'écriture de ce travail. Par ailleurs, cette affinité a joué un rôle bénéfique. Elle m'a permis une entrée facilitée sur le terrain par un réseau de connaissances que j'avais pu créer auparavant grâce à ces travaux préalables, mais également par des liens d'interconnaissances personnels. De plus, les observations de terrain, les entretiens antérieurs et les travaux antérieurs ont aussi amené de nombreuses informations pour ce mémoire.

Pour réaliser ce mémoire, j'ai ainsi réalisé 9 entretiens semi-directifs qui ont duré entre 1h15 et 2h45 chacun. J'aborderai dans le chapitre suivant ma méthode et les enjeux liés au choix des désobéissant.e.s. Chaque entretien a été enregistré et des notes ont également été prises. Ces derniers ont ensuite été transcrits dans leur totalité ; puis j'ai procédé à une analyse des discours usant d'un codage thématique (Beaud, Weber 2003 ; Schatzmann, Strauss 1973 ; Van Campenhoudt et al. 2017). L'observation n'a pas été le point le plus central de ce mémoire, il s'agit d'abord d'une question d'opportunité, mais il m'a aussi semblé plus intéressant de me focaliser sur les entretiens car l'aspect spontané et furtif des actions ne jouent pas en ma faveur et les entretiens sont une opportunité d'avoir des informations plus complètes. Cependant, j'ai pu observer en ligne des actions de désobéissance civile et visité des lieux occupés, je reviendrai sur l'observation plus bas.

J'ai pu mettre à profit ma proximité avec les désobéissant.e.s. Cette position m'a en effet permis un accès facilité aux informations. Toutefois, il a été important de ne pas me laisser influencer par cette proximité. Bien que je sois déjà familière avec les causes de la désobéissance civile et ses diverses formes, j'ai fait de mon mieux pour prendre conscience de ma position et m'efforcer de la voir à travers les yeux de quelqu'un qui n'est pas initié.e à ces concepts. Cette perspective a été enrichissante car elle m'a aidée à éviter les pièges des discours militants préfabriqués. Mes connaissances préalables sur la désobéissance civile et ayant commencé mes entretiens par des personnes avec qui j'avais une relation amicale, j'ai pu distinguer ces discours au mieux. Cependant, un entretien s'est avéré plus compliqué. En outre, cette proximité initiale ainsi que les liens créés au cours des entretiens m'ont offert des opportunités informelles pour échanger avec eux, notamment en les recroisant dans les transports publics. En effet, certain.e.s des désobéissant.e.s parleront de notre entretien comme d'une séance de psychanalyse et d'un moment agréable quand bien

même nous y abordions des sujets délicats. Cette ambivalence entre des moments agréables et des sujets véritablement anxiogènes pour certain.e.s a favorisé un rapport plus sympathique entre nous, conduisant à des discussions informelles dans la rue ou dans les transports publics. Ces échanges ont également fourni des réflexions et des informations importantes pour mon mémoire.

L'accès au terrain s'est surtout fait sur la base d'entretiens. Comme je n'ai réalisé dans un premier temps que des entretiens avec des personnes qui avaient pris des distances avec leur engagement, il m'a été difficile, voire impossible de trouver grâce à eux des espaces d'observations. L'observation, qui joue habituellement une dimension importante dans l'enquête ethnographique et en anthropologie, a représenté une grande source d'interrogation pour ce travail étant donné sa difficulté d'accès. Les actions ne sont pas annoncées avant le jour même, même les désobéissant.e.s ne sont pas exactement au courant du lieu avant ce moment dans un souci de protection, et il allait être difficile pour moi d'assister à une action au bon moment. Les seules personnes averties en amont sont les journalistes et les médias puisque les actions de désobéissance se font en public et doivent être médiatisées pour avoir plus d'impact (Djemni-Wagner 2021 : 61).

Cependant, la médiatisation des actions a joué en ma faveur. En effet, les réseaux sociaux des différents réseaux pratiquant la désobéissance civile retransmettent souvent en direct leurs actions. Cela permet alors plus de flexibilité pour accéder aux actions en temps opportuns. J'ai de cette façon pu observer une action revendiquée par les Grondements des terres sur le site de Nestlé à Vevey en octobre 2023. J'ai également pu voir des actions de Renovate, puis de Liberate¹⁴ durant les mois d'avril et mai 2024. Même s'il a été bénéfique de profiter de ces actions en live à travers les réseaux sociaux, ce n'est néanmoins pas idéal dans la mesure où les personnes prenant en charge la vidéo peuvent montrer ce qui leur semble utile et important, ne me permettant de voir l'ensemble de l'action. C'est un aspect que j'ai gardé en tête. En outre, cela pose des questions d'ordre éthique puisque n'ayant pas annoncé mes objectifs dans cette observation, aucun.e participant.e à cette vidéo n'a consenti à

¹⁴ Renovate Switzerland a créé en avril 2024 une nouvelle campagne demandant à la Confédération d'interdire dès 2025 la vente de voitures neuves propulsées par des carburants fossiles et d'investir massivement dans la mobilité douce et les transports en commun : weactnow.ch (consulté le 3 juillet 2024).

apparaître dans cette étude contrairement à l'éthique imposée par le travail ethnographique qui demande le consentement éclairé de tous.les les enquêté.e.s (Steinmetz 2012 : 35). Cependant, comme nous le verrons, dans une analyse de la non-violence dans la désobéissance civile, il est finalement tout aussi nécessaire de s'intéresser à l'espace virtuel qui laisse lieu à des observations intéressantes à ce sujet tant la violence des mots est présente dans ces espaces. De plus, comme les réseaux de désobéissance civile profitent des réseaux sociaux pour médiatiser leurs actions, mon terrain se trouve forcément élargi au monde virtuel. Si ma méthode n'avait pas pour but de se concentrer sur des objets virtuels, elle se trouve en effet contrainte de s'ouvrir à cet espace afin de bénéficier de ces informations également (Pastinelli 2011 : 31).

J'ai toutefois eu l'occasion de me rendre directement sur place lors de l'occupation d'une ferme par le collectif les Hirondelles à Boudry (canton de Neuchâtel). Les Hirondelles ont occupé dès mars 2024, un bâtiment abandonné depuis des années par la fondation propriétaire afin de développer un projet d'agroécologie sur les terres de la ferme. Le collectif désire proposer une vie collective alternative en occupant le bâtiment. J'ai pu me rendre là-bas afin de me familiariser avec leurs revendications et leur modèle de lutte. J'y ai eu l'opportunité de discuter avec quelques-un.e.s des occupant.e.s qui m'ont expliqué avoir choisi la voie de l'occupation pour mettre en avant leur revendication selon laquelle la terre appartient à celles et ceux qui la cultivent. J'ai pu observer des moments très forts entre eux de discussions et débats sur leurs revendications et leur but, car j'ai visité le lieu lors de négociations avec les propriétaires de la ferme. Finalement, après avoir dû quitter les lieux quelques semaines, la situation s'est stabilisée et la fondation propriétaire des bâtiments et le collectif ont trouvé un accord et signé un contrat pour s'établir dans l'une des dépendances du lieu et cultiver le terrain.

Sélection des désobéissant.e.s et leur profil

Je vais présenter rapidement le profil de chaque désobéissant.e avec qui je me suis entretenue afin de mieux expliquer ma démarche et de faciliter la lecture de ce travail¹⁵. La sélection des profils a fait partie intégrante de ma méthode et mérite d'être expliquée en profondeur, car elle offre déjà des clés d'analyse importantes.

La sélection des désobéissant.e.s a représenté un travail important. Comme dit plus haut, il m'a semblé opportun de ne pas me focaliser sur un réseau en particulier. Dans cette optique, j'ai choisi de réaliser des entretiens avec un panel de personnes de différents réseaux. J'ai alors listé les différents réseaux importants en Suisse romande et j'ai conclu que Renovate, Extinction Rebellion (XR) et Grondements des terres étaient les réseaux les plus connus pour leurs actions de désobéissance civile. J'ai alors cherché à contacter des personnes liées à ces réseaux. Par ailleurs, le réseau d'interconnaissances que j'avais au préalable m'a également permis de faciliter certaines recherches de contacts. Pour présenter cette partie, je m'attacherai à expliquer cette recherche d'entretien chronologiquement.

Mon réseau de connaissances, issu notamment du terrain pour une autre recherche, m'a permis de contacter d'abord Arnold, Eloi et Hector. Tous les trois se considèrent comme des militants, bien qu'ils ne fassent plus activement partie d'organisations, ils participent encore occasionnellement à des actions de désobéissance civile. Ces trois personnes m'ont semblé constituer une bonne entrée sur le terrain. Notre proximité m'a permis d'obtenir de nombreuses informations. De plus, ces personnes représentent déjà un profil varié de désobéissant.e.s. Arnold présente le profil le plus atypique. Il a participé à la ZAD de la colline et participe encore quelques fois à des actions de désobéissance civile. Il a appris par la ZAD un mode de vie minimaliste, à se contenter de peu d'argent, a arrêté ses études et a trouvé un emploi alimentaire et a pour projet de faire revivre une ferme dans la campagne fribourgeoise. Eloi a un profil intéressant, n'ayant participé qu'à une seule action de désobéissance civile sans jamais être affilié à un réseau pour le climat auparavant. Son expérience de primo-engagé, qu'il ne prévoit pas de réitérer, est une opportunité précieuse pour

¹⁵ Un tableau récapitulatif des enquêté.e.s figure en annexe.

comprendre les motivations et le désengagement des individus. Hector quant à lui a été engagé dans différents réseaux de 2011 à 2019. Bien qu'il soit désormais moins directement engagé, il continue de soutenir les luttes pour le climat à distance.

Après ces premiers pas dans les réseaux militants, j'ai cherché à diversifier de plusieurs façon mes profils afin de ne pas m'arrêter aux mêmes types de désobéissant.e.s. J'ai alors cherché des critères précis chez les acteur.ice.s pour les diversifier. Dans un premier temps, il s'agissait de trouver des personnes encore actives dans les réseaux, comme les premiers désobéissant.e.s avec qui j'ai eu contact étaient des personnes qui ont quasiment arrêté leur engagement. Néanmoins, le fait d'avoir des profils actifs et certains désengagés, a apporté des questions et des réponses très variées et très riches, qui seront présentées plus tard. J'ai cherché également à varier les différents réseaux auxquels appartenaient ou avaient appartenu les désobéissant.e.s pour accéder à d'autres formes de désobéissance civile.

Dans cette perspective, j'ai ensuite réalisé un entretien avec Dimitri. Il est engagé depuis une dizaine d'années dans de nombreux réseaux pour le climat et a arrêté tout travail rémunéré pour se concentrer uniquement à son engagement depuis autant de temps. Son engagement date de 2011 et il est intéressant de noter, que lors de notre entretien, il se questionnait sur l'efficacité de son engagement et du mode d'action désobéissant. Cela a rendu l'entretien très riche, et également le plus long puisque nous avons échangé pendant 2h30. Dans cette même optique, j'ai également pu m'entretenir avec Jacob. Il s'agit du désobéissant le plus âgé de mon panel, il a 65 ans. Son engagement remonte aux manifestations contre le nucléaire dans les années 1970 et son engagement désobéissant remonte au début des années 2000 et continue jusqu'à aujourd'hui dans les luttes environnementales.

J'ai finalement eu l'opportunité de m'entretenir avec Stanislas, qui est l'un des cofondateur.ice.s d'une organisation environnementale. Je cherchais dans ce cas-là à parler avec une personne active dans un réseau très médiatisé. Cela a été l'entretien le plus difficile dans la mesure où mon rôle a été assimilé à celui d'une « journaliste » à qui il a reproché de ne pas être passé par le service presse pour notre entretien. L'entretien m'a paru alors très superficiel et il m'a été compliqué d'accéder aux informations que je cherchais. Toutefois, en réécoutant l'entretien, je me suis rendue compte de la richesse des informations que j'avais quand bien même ce n'était pas

celles qui m'intéressaient au premier abord. Ce qui avait donné l'impression d'un entretien avec un discours calculé qu'il avait l'habitude de donner à la presse, reflétait aussi une organisation très détaillée de son collectif et une importance particulière donnée aux détails pour éviter de donner une mauvaise image de la désobéissance civile.

Par la suite, j'ai recherché des personnes actives dans d'autres réseaux tout aussi médiatisés et je me suis entretenue avec Paco. Au moment de notre entretien, il était moins impliqué dans le groupe tout en participant à certaines manifestations et actions, mais sans occuper de rôle décisionnel au sein de leurs organisations. Il remettait lui aussi en question son engagement et l'efficacité de celui-ci. Par ailleurs, il était en procès pour l'une de ces actions de désobéissance civile.

Je me suis aussi vite confrontée à la réalité des profils militants. En effet, pour ces premiers entretiens, je me suis rendue compte que même si je cherchais des acteur.ice.s varié.e.s, je ne m'entretenais finalement qu'avec des profils très similaires, tous étant des hommes blancs issus de milieux sociaux privilégiés. Je reviendrai sur cette homogénéité dans le prochain chapitre. Je me suis ainsi concentrée sur un autre critère dans ma recherche d'acteur.ice.s. Mes entretiens étant mené principalement avec des hommes, j'ai donc spécifiquement cherché des profils de femmes. Cela me permet de considérer la question de la parité, une préoccupation soulevée également par les personnes avec qui j'avais échangé, qui avaient noté une prédominance masculine au sein des différents réseaux. Paco m'a fait remarquer que c'est d'ailleurs en partie pour cela qu'il s'est éloigné du réseau duquel il faisait partie :

Alors la parité hommes-femmes je sais pas si elle est là, mais on n'est pas que des mecs en tout cas. Même si tous les postes qui impliquaient de prendre des décisions à un moment donné étaient beaucoup gérés par des hommes. Pareil pour la modération c'était beaucoup des mecs... et qui arrivaient pas trop à lâcher le truc.

Je me suis ainsi entretenue avec deux femmes : Sabrina et Mélanie qui sont toutes les deux impliquées depuis 8 et 6 ans chacune et qui pratiquent la désobéissance civile dans plusieurs réseaux de lutte contre l'antispécisme ou pour le climat.

De l'homogénéité des profils

Comme mentionné auparavant, malgré mes efforts pour diversifier les acteur.ice.s, j'ai assez rapidement remarqué que malgré quelques différences les profils présentaient tout de même des similitudes. J'avais en effet à faire à des personnes blanches, qui provenaient toutes de milieux suffisamment privilégiés pour qu'elles me le disent. En effet, tous.tes semblaient conscient.e.s de cet aspect de leur engagement et ont relevé les caractéristiques blanc et bourgeois des réseaux pour le climat. De plus, il s'agit toujours de personnes éduquées académiquement. Tous.tes ont au moins une maturité gymnasiale, comme Arnold dont l'engagement lui a donné envie d'arrêter ses études et travailler un minimum afin de subvenir de façon alternative et minimaliste à ses besoins. De même Dimitri, qui a arrêté tout emploi salarié, a un master en archéologie.

Le concept de disponibilité biographique proposé par le sociologue Luc Semal (2019) peut fournir une explication à ce constat. La disponibilité biographique consiste à analyser pourquoi spécifiquement et précisément un type d'individu serait plus à même à participer à certaines actions, notamment de désobéissance civile. Il ne s'agit pas de mettre en question la légitimité de leur participation, mais de remettre en perspective ce choix d'engagement dans un contexte social. Il se trouve ainsi que l'engagement est moins risqué à certains moments de sa vie, notamment pendant des études, sans famille à charge, sans responsabilité professionnelles démesurées, sans vrai capital économique (Semal 2019 : 197). Les personnes ont alors plutôt tendance à s'engager durant ces moments-là.

Cela s'est reflété dans les différents profils de désobéissant.e.s, où les individus se sont engagés durant des moments de leur vie où ils n'avaient presque pas de responsabilité et disposaient de temps libre. Cela est à mettre en lien également avec leur milieu social qui leur a permis également de participer à de telles actions risquées. Qui plus est, le fait d'être blanc, suisse et issu de milieu privilégié, sont aussi des arguments favorisant leur entrée dans l'engagement de désobéissance civile qui comporte des risques légaux. En effet, tous.tes ont eu la chance d'avoir des parents ou des ami.e.s acceptant de les aider à payer leurs peines pécuniaires.

Le plus remarquable est le fait que tous.tes sont conscient.e.s de cette réalité. Ils et elles parviennent tous.tes à la conclusion que la désobéissance civile ne peut être pratiquée que par des personnes ayant la possibilité d'accepter et assumer les conséquences de ces actions. Hector l'explique très bien :

La question c'est : qui peut se permettre de faire ça. Si moi je fais ça, j'ai des problèmes avec la loi et je peux perdre mon travail et si je perds mon travail, je me retrouve dans une situation précaire. J'ai l'impression que c'est un mode d'action pour des gens privilégiés qui peuvent se permettre ça.

Il explique alors que la désobéissance civile peut être pratiquée par celles et ceux qui ont l'opportunité économique, sociale et de temps de le faire. Il a aujourd'hui trop à perdre pour pouvoir s'engager à nouveau dans les actions de désobéissance civile comme il le faisait avant. De la même façon, Eloi le met en avant quand il explique ce qui l'a poussé à arrêter son engagement. Il donne des raisons explicitement liées à sa perte de disponibilité biographique. Quand je lui ai demandé s'il comptait participer à d'autres actions de désobéissance civile, il m'a répondu :

En tant que célibataire oui, mais en tant que personne en couple, moins volontiers, car non seulement tu mets des mois de ta vie en péril, mais ça déborde et si t'as des soucis financiers, au sein d'un couple d'adultes etc, qui sont co-dépendants, ça peut vite avoir des retombées. Donc à ce moment de ma vie non, mais c'est en fonction de mon contexte de vie.

On remarque ainsi que les retombées financières des potentielles amendes et peines pécuniaires liées à ces actions sont trop importantes pour qu'elles se répercutent sur d'autres personnes. Comme l'explique Eloi, les actions de désobéissance civile étaient possibles pour lui en tant que célibataire, mais que dès lors qu'il vit dorénavant en ménage avec sa compagne, cela créerait une difficulté dans leur budget qu'il ne souhaite pas lui imposer. Cela fait directement écho à l'idée selon laquelle le statut économique a une grande importance dans l'engagement dans des actions de désobéissance civile.

Mon contact avec Dimitri m'est aussi apparu de prime abord différent en termes de disponibilité biographique. En effet, il participe depuis une dizaine d'années à des actions de désobéissance civile, il a certes une grande disponibilité en termes de temps libre pour participer aux actions du fait de sa vie marginale qui n'a pas de travail

salarié fixe. Mais il n'est tout de même pas dans la même disponibilité que des étudiant.e.s et les autres désobéissant.e.s qui bénéficient de l'aide financière de leurs parents et n'a alors pas la même sécurité que les autres désobéissant.e.s. Son statut économique différent de celui des autres, m'a interrogée. Cependant, la question économique n'a rien à voir, selon lui, avec son potentiel désengagement car il précise qu'il paie ses amendes via des cagnottes qu'il propose à ses ami.e.s sur Facebook.

L'idée que les profils que j'ai soigneusement choisis, finissent par présenter ces mêmes similitudes et qu'on puisse les relier au concept de disponibilité biographique révèle ainsi le fait que la désobéissance civile est un mode d'action spécifique auquel tout le monde ne peut pas participer. Cela a par ailleurs souvent été reproché par mes enquêté.e.s comme Paco dont le désengagement est lié en parti à cet aspect. La désobéissance civile est un mode d'action pour des personnes au bénéfice de temps et d'argent pour l'effectuer et cette homogénéité n'est pas sans lien avec le concept de disponibilité biographique. Hector l'a aussi mis en avant dans ses propos. Même si son réseau mettait tout en place pour éviter les problèmes judiciaires et éviter de mettre en première ligne des personnes qui n'avaient pas la nationalité suisse, il s'est retrouvé en première ligne lors d'une action et dit à ce sujet :

J'étais un peu soulé parce qu'en fait j'aurais pas dû avoir de problème. On m'a mal briefé et concrètement c'est pas moi qui aurais dû être arrêté. J'ai jamais compris... J'ai cru que j'étais dans une école publique et que j'étais pas dans un truc illégal et en fait, vu que c'est une école, c'est quand même une violation de domicile. Ça m'a aussi soulé car j'ai pas pu faire ma naturalisation pendant 3 ans. C'est pas hyper fun.

Cet épisode met encore une fois en évidence le fait que la désobéissance civile ne peut pas être entreprise par tout le monde, mais également le fait que les désobéissant.e.s ont normalement le choix d'agir sans prendre de risques légaux.

Toutefois, les profils de mes enquêté.e.s présentent une certaine variété ; différents éléments d'analyse ont pu être dégagés et seront exposés à certains points de ce travail. En effet, le fait d'avoir à faire à des profils actifs et désengagés a apporté son lot de questions sur le désengagement et la lassitude face au répertoire d'action désobéissant. Les personnes désengagées ont apporté une analyse plus profonde de leur engagement, où la remise en question était parfois au centre de leur discours.

Cela a permis de cerner tout un panel de questions et de réponses qui sortaient du discours purement militant, que j'ai pu avoir avec Stanislas par exemple.

Anonymisation dans un contexte d'actions illégales

La question de l'anonymat est vite apparue dans mon travail. Travaillant sur un terrain avec des personnes engagées dans des activités illégales, il paraît opportun de ne pas révéler leur identité afin de les préserver. Cependant, tous.tes les désobéissant.e.s, sauf un.e, m'ont assuré être tout à fait à l'aise avec ce qu'ils et elles faisaient et qu'il était par conséquent possible de révéler leur identité. Cela souligne l'importance de la publicité de leurs actions. En affirmant qu'ils et elles assument pleinement leurs actions, ils et elles mettent en évidence que leurs actes doivent être rendus publics pour avoir un impact. En effet, c'est l'une des caractéristiques de la désobéissance civile (Djmeni-Wagner 2021 : 61 ; Falcón y Tella 1997 : 33). La plupart m'ont expliqué que leur militantisme devait être public pour être efficace.

Toutefois, comme une personne m'a précisé qu'elle préférait l'anonymat, j'ai, par soucis d'équité, décidé d'anonymiser tous les protagonistes. Cependant, il ne s'agit pas là d'une tâche facile et elle soulève de nombreux problèmes. Mon travail demande de communiquer des informations sur les profils militants et le réseau militant en Suisse romande étant assez restreint, ces informations peuvent permettre de retracer facilement qui sont derrière ces personnes. C'est pourquoi, j'ai, en plus d'anonymiser, choisi de ne pas révéler certaines informations qui permettraient de réidentifier des désobéissant.e.s à travers des noms de réseaux notamment. De même, vu la teneur de la désobéissance civile et son caractère illégal, je ne révélerai pas certaines informations (Stam, Diaz 2023 : 7-11). Il s'agit en effet d'une question d'éthique pour le chercheur.euse, qui doit s'abstenir de révéler certaines informations, surtout dans un contexte sensible impliquant des actes illégaux.

Chap. 1 Pourquoi désobéir ?

La désobéissance civile, telle qu'elle est définie, poursuit un objectif politique visant à encourager une évolution favorable des législations et des décisions étatiques et souhaite sensibiliser au sujet l'urgence climatique. A travers une étude approfondie des réseaux de désobéissance civile pour le climat, et en particulier des motivations sous-jacentes à l'engagement des désobéissant.e.s, j'ai identifié une distinction fondamentale entre les divers buts poursuivis par les désobéissant.e.s. En effet, bien que l'ensemble de ces réseaux aspire à accélérer la mise en œuvre de mesures urgentes et à sensibiliser le public à l'urgence climatique, une autre distinction cruciale émerge quant à leur objectif, notamment entre ce que la littérature scientifique nomme « réformiste » et « radical » (Robineau 2020 : 47). Dans cette perspective, réformiste et radical indiquent une différenciation faite dans les objectifs de la désobéissance civile et non pas dans le mode d'action, puisqu'il est de l'ordre de la désobéissance civile dans les deux cas. Les objectifs diffèrent dans la transformation voulue par le mode d'action désobéissant : la transformation de l'ordre social pour les désobéissant.e.s radicaux/radicales. Pour les réformistes il est question d'une transformation prônant des changements en accord avec les mécanismes décisionnels en vigueur sans rupture avec ces mécanismes (Comby 2017 : 24).

Dans ce chapitre, je vais mettre en lumière cette distinction, je l'analyserai et la nuancerai afin de formuler des hypothèses pour la suite de ce mémoire. En examinant les discours et les motivations des désobéissant.e.s, il sera possible de connaître plus finement les mouvements de désobéissance civile pour le climat en Suisse romande et de comprendre comment ces dynamiques influencent la lutte climatique.

Désobéissance civile réformiste

Afin d'exposer l'approche réformiste, le site internet de Renovate représente un bon point de départ. Il y est en effet écrit :

Face à l'urgence climatique qui menace l'avenir de la Suisse et de tout ce qui nous est cher, nous avons besoin :

Que le gouvernement suisse reconnaisse la gravité de la situation et déclare l'urgence climatique.

Que le Conseil fédéral montre qu'il prend la situation au sérieux et propose une première mesure de sécurité en émettant un plan d'urgence immédiat pour la rénovation thermique de tous les bâtiments du pays d'ici 2030¹⁶

Il est entendu par réformiste une position qui vise à améliorer un ordre social en respectant sa hiérarchie, sans viser une modification des structures collectives et ses mécanismes. En d'autres termes, il est question d'une transformation de la société sans transformation sociale (Comby 2017 : 24). Dans cet extrait, il apparaît clairement que l'objectif de Renovate est essentiellement réformiste. Il s'agit de reconnaître l'urgence climatique et d'agir de manière immédiate pour proposer des solutions aux bâtiments nécessitant une rénovation thermique, ces derniers ayant un impact significatif sur les émissions de CO2 du pays. Cette lutte s'articule autour d'un objectif précis : la rénovation thermique de tous les bâtiments du territoire national. La rénovation thermique constitue ainsi une réforme progressiste articulée autour des ressorts politiques en vigueur en Suisse.

Pour mieux comprendre cette démarche, l'une des co-fondatrices de Renovate Switzerland explicite cet objectif. Dans une interview¹⁷, elle justifie le choix d'une revendication spécifique, en l'occurrence, la rénovation thermique des bâtiments en Suisse. Elle précise que ce choix n'est nullement anodin et qu'il repose sur trois raisons principales : cette revendication a un impact majeur sur les émissions de CO2 du pays, elle est claire et elle est gagnable. Par « gagnable », elle entend « consensuelle », dans la mesure où cette revendication apparaît objectivement comme une cause pouvant rassembler l'ensemble de la population qui pourrait ensuite faire l'objet de la mise en œuvre rapide de mesures politiques et publiques. En d'autres mots, le réformisme tend vers des changements depuis l'intérieur du système tout en acceptant de faire perdurer celui-ci.

¹⁶ We act now : <https://weactnow.ch/fr> (consulté le 4 juillet 2024)

¹⁷ La désobéissance civile pour sauver la planète : podcast avec Anaïs Tilquin – Renovate Switzerland. Metabolism of cities, le 21 septembre 2022: https://www.youtube.com/watch?v=iEGdo3vW_W4&t=1555s (consulté le 4 juillet 2024).

À travers la désobéissance civile, l'objectif est de mettre en lumière ces revendications réformistes afin que chaque citoyen.ne exerce une pression accrue sur les institutions politiques. Les actions de désobéissance civile sont ainsi perçues comme utiles et efficaces pour accélérer le changement, sans remettre en question le système institutionnel, mais en hâtant ses décisions face à une situation impérieuse. Le système politique, censé agir pour le climat, ferait preuve de trop d'inertie et il s'agit de le contraindre à prendre des décisions grâce à des actions de désobéissance civile qui soulignent l'urgence de la situation.

Ce type de désobéissance civile constitue un moyen d'action visant à promouvoir un changement climatique au sein du système existant (Celikates 2013 : 40). Plusieurs des désobéissant.e.s que j'ai rencontré.e.s s'inscrivent dans cette forme de désobéissance. Leurs actions revendiquent par exemple des changements de loi, comme concernant la régulation des pesticides, mais aussi des mesures concernant la rénovation thermique, comme nous l'avons vu, mais également des pétitions demandant des investissements dans la mobilité douce de la part de la Confédération. Ces revendications réformistes ont pour point commun de s'inscrire dans le système politique et social actuel, cherchant à produire des changements pour la protection de l'environnement dans ce cadre.

Eloi, par exemple, évoque l'objectif qu'il envisage en participant à des actions de désobéissance civile en ces termes :

Je pense que, à l'emporte-pièce : accélérer les décisions politiques et faire partie des gens qui pensent que c'est insuffisant et montrer qu'on est prêt.e.s à mettre en péril des aspects de nos vies pour que les choses avancent.

Stanislas aborde également ces aspects dans notre entretien. Il explique que la désobéissance civile sert avant tout à exprimer une prise de conscience collective de l'urgence climatique et à exercer une pression sur les institutions pour qu'elles prennent des mesures concrètes afin de réduire les conséquences du changement climatique.

Jacob met aussi parfaitement en avant cette position de la désobéissance civile en admettant :

Et moi je cherche la petite goutte d'eau, il faut faire accélérer les choses.

Son approche vise donc à favoriser les processus décisionnels en mettant en exergue une accumulation de frustrations, symbolisée par l'image de la goutte qui fait déborder le vase, un élément qu'il met particulièrement en avant. Cette vision transparait également dans le reste de son discours. Il a longuement échangé avec moi de l'approche lobbyiste, qui consiste à engager des dialogues et à exercer des pressions sur les acteur.ice.s politiques afin de promouvoir des mesures favorables à l'avenir. Pour lui, cet aspect représente une facette essentielle de son engagement. Ainsi, à l'instar d'autres réseaux, le sien n'a recours à la désobéissance civile que lorsqu'elle est motivée par un objectif spécifique. L'action de désobéissance civile est perçue comme un moyen de mettre en lumière un problème ou une injustice et de favoriser un changement accéléré, plutôt que de remettre en question le système dans son ensemble. Jacob, par exemple, s'oppose fermement à toute action qui ne servirait pas un but particulier. Il cite notamment l'exemple des actions menées contre Syngenta¹⁸, il s'agissait d'afficher des banderoles sur le siège de l'entreprise. En commettant une intrusion dans la propriété privée de Syngenta pour afficher des banderoles accusant l'entreprise, l'action visait spécifiquement à attirer l'attention sur les problématiques liées aux pesticides. Elle s'inscrivait dans un cadre plus large d'actions et de campagnes visant à sensibiliser et à influencer les décideur.euse.s étatiques, en utilisant notamment des stratégies de lobbying.

Et de poursuivre :

Je fais des activités avec X. Ce qui me plaît c'est qu'on va jamais bloquer la circulation. Souvent ce serait bloquer des gens et embêter les gens. Le but c'est de mettre le doigt sur un problème.

Jacob oppose ici deux catégories d'actions : celles dotées d'un objectif précis et celles dépourvues de finalité spécifique. En expliquant sa préférence pour les actions aux objectifs définis, il souligne son engagement à réformer les lois face à l'urgence climatique. Cependant, il admet que le blocage de routes peut être une mesure pertinente s'il met en lumière l'abus de voitures en milieu urbain, illustrant ainsi la

¹⁸ Société suisse spécialisée dans la chimie et l'agroalimentaire et la production de produits phytosanitaires. Wikipedia : Syngenta Group (consulté le 13 août 2024).

manière dont un blocage peut révéler un problème spécifique. Ceci fait écho à son exemple visant à exercer une pression sur l'État pour qu'il légifère sur les pesticides. La désobéissance civile vient alors compléter et renforcer d'autres actions politiques.

Ce type de désobéissance civile s'inscrit directement dans la définition qu'en propose le philosophe John Rawls dont l'œuvre est axée autour des questions de justice et éthique. Il la définit comme un « acte public, non violent, décidé en conscience mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent afin d'amener un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement », par lequel on « s'adresse au sens de la justice de la majorité de la communauté » (Celikates 2013 : 36). Rawls distingue deux formes de désobéissance : celle visant à modifier la loi et celle remettant en question le système politique, social et économique (Celikates 2013 : 39). Cette seconde forme de désobéissance civile sera abordée dans la seconde partie de ce chapitre.

Le type de désobéissance civile réformiste peut revêtir une forte dimension symbolique. Comme mentionné précédemment, elle vient compléter et exercer une pression sur le pouvoir pour accélérer les changements législatifs, comme le démontrent les exemples de Jacob et de Renovate. Dans la mesure où l'objectif est d'accélérer le changement, le discours moral occupe une place centrale dans ces actions.

Dans cette optique, les arguments avancés par les désobéissant.e.s rejoignent souvent l'aspect démocratique pour justifier la nécessité de leur action. Ils considèrent la désobéissance civile comme intrinsèquement liée à la démocratie. Agir de cette manière est perçu comme un acte citoyen, voire un devoir civique. Les citoyen.ne.s qui la pratiquent dans cette perspective se présentent souvent comme des « avocat.e.s de la planète » (Djemni-Wagner 2021 : 59). Leur action vise à pallier les lacunes du système en place (Hayes, Ollitrault 2013 : 17). Leur objectif est donc de ne pas être perçus comme des individus dangereux, mais plutôt comme des acteur.ice.s symboliques agissant pour le bien-être collectif. Leur action, qui se limite souvent à une manifestation en surface, devient ainsi presque inoffensive, car elle est légitimée par les principes du bon citoyen agissant pour le bien-être de tous.tes (Celikates 2013 : 35).

Dans son acception réformiste, la désobéissance civile complète d'autres moyens d'action et représente une réponse à un épuisement des autres voies politiques (Hayes, Ollitrault 2013 : 60). Pour Eloi, la désobéissance civile ne peut pas lutter pour des changements radicaux, car cela prendrait une tournure antidémocratique. En d'autres termes, l'argument démocratique est au centre de la justification de la désobéissance civile. En effet, si la désobéissance civile a pour objectif des changements trop radicaux elle ne répondrait pas forcément aux volontés de la population, laissant apparaître son côté antidémocratique.

Certain.e.s estiment que la désobéissance civile n'a en aucun cas pour objectif de déstabiliser un système et que ses actions ne constituent pas une opposition directe à l'État (Hayes, Ollitrault 2013 : 17). En effet, il est rare que la désobéissance civile condamne explicitement un État, son autorité et sa légitimité (Garcia-Villegas, Lejeune 2015 : 567). Cependant, lors de mes échanges avec certaines personnes engagées dans la désobéissance civile, une dimension plus « radicale » de contestation du système a émergé, et il convient désormais d'en discuter.

Désobéissance civile radicale

Les désobéissant.e.s avec lequel.le.s je me suis entretenue ont mis en lumière une autre dimension de leur engagement. Pour elles et eux, il s'agit d'une contestation profonde du modèle de notre société. Contrairement à la première perspective, qui consiste à contester des décisions spécifiques et à réformer certaines lois pour accélérer les changements, ces individus perçoivent la désobéissance civile dans une optique plus révolutionnaire visant à réformer la société dans son ensemble. Ils cherchent à transformer radicalement et en profondeur l'ordre social (Robineau 2020 : 48). Dans ce mémoire, je comprends la notion de radicalité comme :

Nous comprenons alors la radicalité écologiste comme une entreprise de lutte collective contre l'ordre établi reposant à la fois sur une critique structurelle de la crise environnementale et sur un projet alternatif visant à y répondre. (Robineau 2020 : 50)

Leur vision de la désobéissance civile se réfère davantage aux idées de justice sociale et climatique. Pour les désobéissant.e.s qui s'inscrivent dans cette perspective, il s'agit

avant tout de transformer la société pour répondre à l'urgence climatique. Les causes structurelles d'un système de production, de consommation et de domination liées aux logiques capitalistes, productivistes et néocolonialistes sont identifiées comme des sources majeures des changements climatiques (Lajarthe 2020 : 63). L'objectif revient à remettre en question le capitalisme néolibéral et les inégalités qu'il provoque (Chamel 2016 : 10).

Tuot explique cet aspect en considérant l'usage de la désobéissance civile comme une réponse à une crise politique et morale (Tuot 2015 : 127) et met en avant l'épuisement du modèle de la démocratie représentative (Tuot 2015 : 129). En d'autres termes, l'un des facteurs déclenchant une crise et une rébellion est la perte de légitimité des pouvoirs de l'État. Globalement, il s'agit d'un changement de paradigme dans la pensée générale, qui considère le climat et la crise écologique comme des priorités absolues et que l'État a perdu sa légitimité pour y répondre, forçant les individus à prendre des chemins plus contestataires comme la désobéissance civile. C'est notamment ce que Paco m'a fait comprendre en admettant quand je lui ai demandé pourquoi il avait choisi la désobéissance civile :

Ça faisait 2 ans... 4 ans ! que je votais et que j'étais déjà bien déçu. J'ai bien vu qu'en fait c'était pas mon vote à moi qui faisait changer les choses donc peut-être qu'il y a autre chose à faire. Et oui, d'un coup il y a autre chose à faire.

Il met en évidence la perte de sens des solutions démocratiques traditionnelles. De la même façon, Dimitri souligne cet aspect en expliquant qu'il s'est engagé dans la désobéissance civile avec l'espoir de promouvoir la décroissance et de provoquer un changement profond chez les gens concernant la consommation et l'exploitation des ressources.

Cette inertie dans les décisions de l'État a conduit les désobéissant.e.s à envisager des changements plus radicaux et profonds. Il s'agit d'un discours que j'ai pu retrouver chez différent.e.s désobéissant.e.s. Paco, en parlant de son engagement dans son réseau, dit qu'il n'est pas suffisant :

C'est des demi-solutions un peu... En fait, il faut avoir des mesures drastiques sur tous les aspects du spectre sociétal qui changent en même temps pour aller dans la même direction. [...] Et tout à coup les luttes décoloniales passent à la trappe.

Les luttes écoféministes étaient encore un peu présentes... C'était un truc qui se voulait hyper transversal et tout mais qui en fait l'était plus tant.

Il reproche à son collectif un manque de transversalité dans son registre d'actions. Pour lui, il est nécessaire d'opérer un changement plus global et de mener une lutte plus étendue. Au cours de notre entretien, il a souligné son désir de solutions plus radicales s'opérant à plusieurs niveaux. Il mentionne notamment les luttes décoloniales et l'écoféminisme comme faisant également partie de la lutte qu'il mène à travers les actions de désobéissance civile.

De la même façon, Arnold nourrit un désir de transformation radicale de la société. Son expérience à la ZAD de la colline, reflète cet aspect, car participer à la ZAD signifie souvent essayer de changer le monde par des expérimentations alternatives et concrètes de société (Sommier 2021 : 18 ; Comby 2017 : 26). Vivre à la ZAD a profondément transformé sa vie, car il y a appris à vivre collectivement de manière alternative. Il voit les actions de désobéissance civile comme des moyens de changer les mentalités en profondeur. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il met en avant d'autres projets, comme les fermes militantes. Il affirme que ces initiatives permettent de démontrer concrètement des modes de vie différents et de sensibiliser davantage les gens aux changements nécessaires pour une société plus juste et durable :

Ce sera un projet à long terme pour essayer de changer les valeurs des gens et montrer qu'il y a d'autres formes d'agricultures possibles et aussi qui servira de point de départ de plein d'actions un peu plus directes.

Son engagement a pour lui plutôt une valeur plus radicale visant à transformer des « mentalités » et par conséquent un ordre social en prouvant la possibilité d'un autre modèle de société.

Le collectif des Hirondelles s'inscrit également dans cette vision radicale de la désobéissance civile. Le projet sert divers objectifs. Il s'agit d'abord d'une lutte agricole pour revendiquer le droit à la terre pour celles et ceux qui la cultivent. À cela s'ajoute un aspect de transformation sociétale en créant une vie en communauté qui adopte des normes alternatives, comme la prise de décisions par consensus et l'horizontalité.

Les enjeux sont alors doubles : d'une part, lutter par la désobéissance civile pour des causes liées à la nature et au climat ; d'autre part, expérimenter de nouveaux modes

de vie alternatifs, plus viables à long terme et moins destructeurs pour la planète. En combinant ces luttes écologiques et sociales, le collectif des Hirondelles cherche à démontrer que des transformations profondes et radicales sont possibles et nécessaires pour construire une société plus juste et durable.

Ces initiatives se réfèrent à des « écotopies » (Lockyer et Veteto in Robineau 2020 : 49), qui expérimentent des modes de vie alternatifs en collectivité. Le collectif des Hirondelles et la ZAD de la colline, par exemple, ont en commun de construire une action de désobéissance civile à long terme. Ils militent pour s'opposer à des projets considérés comme destructeurs et pour proposer une nouvelle vision de l'agriculture, où la nature appartient à celles et ceux qui la cultivent. En outre, ces projets offrent des alternatives de vie en communauté, dans le but de changer les mentalités et de vivre de plus en plus en dehors des carcans capitalistes de croissance.

La désobéissance civile radicale, opposée à la désobéissance civile réformiste, vise à refonder une société différente et se lie davantage à la convergence des luttes. Comme nous l'avons vu, la convergence des luttes ressort fortement du discours de Paco, mais également d'autres désobéissants.e.s, tel que Hector dont les aspirations militantes ont toujours été rattachées entre elles dans les réseaux qu'il rejoignait. Ces désobéissant.e.s cherchent à unir diverses causes sociales et la cause environnementale, soulignant que la lutte pour le climat est indissociable des luttes contre les inégalités sociales et économiques. La convergence inspirée par la radicalité de cette approche, met en évidence le lien entre classe sociale, colonisation, division de genre et écologie. Extinction Rebellion (XR) met un point d'honneur à intégrer la convergence des luttes dans son mouvement :

En somme, on ne pourra jamais créer un monde meilleur si on ne remet pas en question l'entière du système qui nous entoure et dans lequel notre condition de personne blanche, dans un pays riche, nous rend la vie plutôt aisée.¹⁹

L'aspect radical reflète un devoir de revoir l'entière d'un système pour créer un nouveau monde qui serait meilleur. Pour cela, il est nécessaire de comprendre sa globalité, ils font notamment écho à « personne blanche dans un pays riche », mettant

¹⁹ XR Lausanne : Pourquoi la convergence des luttes ? : <https://xrlausanne.ch/convergence-des-luttes/> (consulté le 9 juillet 2024).

en avant les questions de race et de classe, faisant ainsi converger diverses luttes avec celle du climat, pour permettre la refonte d'un système dans sa globalité.

Différence fondamentale ou évolution ?

Quand bien même il est possible de discerner cette différence, elle n'est pas forcément binaire. En effet, les catégories de ce type ne sont jamais fixes. Il est notamment possible de constater que certain.e.s désobéissant.e.s se situent dans un entre-deux. L'un des objectifs de la désobéissance civile consiste en la production d'information, et permet de s'exprimer sur les enjeux de la crise environnementale tout en exhortant les gens à se positionner lorsqu'ils prennent conscience de l'ampleur de l'urgence. Paco, plutôt radical, envisage la nécessité de changer l'ordre social structurel, précise l'utilité de la désobéissance civile en ces termes :

Prévenir, donner de l'info, dire que c'est possible... et montrer qu'on n'est pas d'accord. C'est important de le dire.

En ce sens, la nuance entre radical et réformiste ne se verra pas et elle reste floue. Par exemple, Stanislas, plutôt réformiste dans la mesure où il désobéit pour accélérer les prises de décisions légales et institutionnelles, exprime également ce besoin d'exprimer son désaccord dans les objectifs de la désobéissance civile.

Malgré tout, noter cette différence apporte des indications importantes sur la désobéissance civile. D'abord, on peut remarquer que les désobéissant.e.s réformistes ont des objectifs plus précis, tandis que, dans le cas des désobéissant.e.s radicaux/radicales, les buts sont davantage axés sur le long terme.

La différence se manifeste dans les façons de désobéir, qui ne sont pas exactement les mêmes. Celles et ceux qui visent un objectif élargi, comme le changement d'ordre social pour répondre à la crise climatique, sont plus enclin.e.s à créer des espaces communautaires pour expérimenter de nouveaux modes de vie. C'est notamment le cas de la ZAD de la colline et du collectif des Hirondelles installé.e.s à Boudry. Pour les désobéissant.e.s réformistes, les actions sont plus éphémères, se manifestant sous forme de sit-in ou de blocages.

Il est intéressant de noter que pour les désobéissant.e.s radicaux/radicales, les blocages apparaissent comme des actions qu'ils n'apprécient pas particulièrement. Arnold, par exemple, explique qu'il est gêné par les actions de blocage qui entravent les gens. Il préfère des actions comme la « critical mass », qui consiste à se déplacer en grand groupe par des moyens de locomotion doux, de façon non-autorisée. Il trouve ces actions plus intéressantes, car elles montrent l'exemple, permettant de générer des discussions avec les automobilistes, sans nécessairement les empêcher de passer, mais en les ralentissant. En effet, l'expérimentation et l'idée de donner l'exemple deviennent importantes pour les désobéissant.e.s radicaux/radicales (Sommier 2021 : 18).

De la même façon, Paco critique les actions éphémères de la désobéissance civile :

Du coup, oui, c'est important, ça permet de questionner, et après je pense que c'est plutôt les foyers sociaux qui se créent autour de ça qui sont hyper fertiles pour créer et penser des alternatives.

En effet, la désobéissance civile devient finalement un moyen de rencontrer celles et ceux avec qui penser et créer des alternatives. En faisant partie de groupes exerçant des actions de désobéissance civile, Paco a pu se consacrer à d'autres activités militantes, à long terme et orientées vers un objectif de changement global selon lui. Ainsi, il fait partie d'une radio militante et d'une coopérative alimentaire. Ces deux activités ont pour lui plus de sens puisqu'elles sont plus concrètes. Il l'explique ainsi :

Parce que tu n'étais pas juste en train de tester activement la limite de tolérance de l'État, mais tu mettais en place des idées véritablement à son encontre, en créant de l'information surtout avec un lien social fort.

De ces mots ressort l'idée de se positionner contre l'État et de pouvoir créer des espaces pour faire changer les mentalités.

Dans un cas, la désobéissance civile sert à pointer du doigt des dysfonctionnements ou des problématiques pour accélérer des changements qui s'inscrivent dans un système existant. Dans le second, il s'agit de créer une information pour un objectif plus global de changement de système en donnant l'exemple. Dans les deux cas, désobéir se fait au nom de valeurs plus importantes : la démocratie. Car nous l'avons vu, dans le cas des désobéissant.e.s réformistes, la démocratie revient souvent dans

leur discours afin de justifier leurs actes. Dans le second cas, les valeurs mises en avant sont davantage assimilées à une convergence des luttes, où désobéir se fait au nom de valeurs sociales et écologiques.

Envisager cette différenciation parmi les désobéissant.e.s permet de voir notamment les différences dans les discours et dans les modes d'action choisis. En effet, les différents modes d'action désobéissants ne sont pas utilisés de la même façon. On retrouve pour les désobéissant.e.s radicaux/radicales des modes relevant plutôt des modes de vie alternatifs tandis que pour les désobéissant.e.s réformistes, on retrouve davantage des modes d'actions exhortant à un changement légal. Cela permet par ailleurs de soulever une hypothèse quant à la non-violence consistant à se demander si les désobéissant.e.s radicaux/radicales sont plus enclin.e.s à dépasser les limites de la non-violence.

Il est par ailleurs intéressant de réfléchir à son sens. Comme nous l'avons vu, les désobéissant.e.s radicaux/radicales sont souvent plus critiques face à la désobéissance civile ou ont mis fin à leur engagement dans les réseaux de désobéissance civile. Cela questionne ainsi sur cette différenciation : s'agit-il vraiment d'une scission entre désobéissant.e.s concernant les buts, ou s'agit-il d'une évolution dans le militantisme et les modes d'action ? Comme l'explique Robineau (2020 : 48), les voies institutionnelles et, d'une certaine façon, la désobéissance civile, n'ayant pas porté leurs fruits, un déplacement se fait vers des modes d'action plus radicaux en faveur d'un changement plus structurel et profond. L'avènement de la convergence des luttes, rapprochant les luttes sociales des luttes environnementales, permet d'envisager ce changement d'ordre social. Il s'agirait davantage d'une évolution vers un radicalisme que d'une division fondamentale quant aux buts de la désobéissance.

Pour résumer, dans le contexte de ce mémoire, les termes « radical » et « réformiste » désignent deux approches distinctes de l'engagement militant et de la lutte pour le changement social et environnemental. Le terme « radical » se réfère à une approche qui vise des changements fondamentaux et profonds dans le système sociopolitique et économique. Les désobéissant.e.s radicaux/radicales estiment souvent que les problèmes environnementaux et sociaux sont profondément enracinés dans les structures actuelles de pouvoir et d'économie, et que des réformes superficielles ne suffisent pas pour les résoudre. À l'inverse, le terme « réformiste » désigne une

approche qui cherche à apporter des changements à l'intérieur des structures existantes par le biais de réformes graduelles et légales.

Cette division et ces questions permettent d'envisager la problématique et la non-violence sous un autre jour. En effet, la non-violence, pour les désobéissant.e.s réformistes ou radicaux/radicales, sera peut-être abordée différemment. Il est en effet probable que la violence dans les milieux militants radicaux apparaisse comme plus légitime et que leurs objectifs les incitent à plus de violences. Il ressort souvent que la radicalité politique impliquerait un passage à la violence (Audigier, Crettiez 2021 : 241 ; Celikates 2013 : 43). Il s'agira par la suite de penser la non-violence avec ces premières réflexions et il sera intéressant de voir si l'évolution radicale amène également plus de violence. À ce stade du travail, la question est de savoir quels liens peuvent être faits entre les formes de violence et une forme de désobéissance civile plus radicale et pour se faire, il est question de réfléchir dorénavant aux rapports à la non-violence et à la violence.

Chap. 2 Non-violence et violence dans la désobéissance civile

État de la violence dans les actions de désobéissance civile en Suisse romande

Approfondir la question de la non-violence dans la désobéissance civile nécessite avant tout de clarifier sa définition. La non-violence se définit essentiellement en opposition à la violence, impliquant ainsi la nécessité de comprendre en quoi consiste la violence dans le contexte des actes de désobéissance civile.

Il convient d'abord de clarifier un point important sur le contexte suisse romand. La violence et la répression y sont moindres par rapport aux pays limitrophes de la Suisse, comme la France, l'Allemagne ou l'Italie. Mes enquêté.e.s ont tous.tes mis en évidence que la Suisse était un pays propice à la désobéissance civile par le peu de violence qui y régnait jusqu'à présent dans sa répression. Dimitri et Arnold m'ont expliqué craindre l'ampleur que la répression prenait en France, et Paco m'a expliqué :

On a de la chance de le faire en Suisse, c'est très cool. Déjà tu te fais pas abattre, presque pas emprisonné.e pour rien de façon arbitraire. Il y a un peu, bien sûr, mais ça pourrait être pire ailleurs. Après voilà... on reste un pays avec plein de droits là-dedans qui malgré tout restent un peu bafoués et sont pas bien mis en pratique par la justice. Quoiqu'on n'a pas une justice qui marche ! Je défends pas le système. Mais c'est une manière douce de commencer en Suisse, parce que c'est un peu chill.

Cet extrait met en évidence que le caractère paisible des actions de désobéissance civile spécifique aux pratiques en Suisse romande et à sa répression, rendait l'option des actions désobéissantes plus attrayante. On comprend ainsi que la désobéissance civile en Suisse romande a pour spécificité d'être moins traversée par des violences que d'autres pays. Cette particularité met en lumière d'autres formes de violence. En Suisse romande, les désobéissant.e.s ont l'occasion de décrire ces autres formes de violence. Contrairement à celles et ceux vivant des actions très violentes, ils vivent en Suisse des actions moins intenses, ce qui laisse probablement plus de place à la réflexion et à l'observation de différentes formes de violence.

Violence physique

La forme de violence la plus courante réside dans la violence physique traditionnellement définie comme l'utilisation illégitime de la force physique (Falcón y Tella 1997 : 42). De manière générale, la violence dans les actions de désobéissance civile peut être appréhendée dans les conflits avec les autorités et les forces de l'ordre. L'aspect violent de ces confrontations est facilement identifiable et correspond ainsi à la violence la plus commune. En effet, la violence physique est le type de violence le plus flagrant dans la mesure où le sens commun de violence renvoie souvent à des aspects physiques de violence. Dans cette acceptation, il s'agit notamment de confrontations physiques dans les actions de désobéissance civile comme avec les forces de l'ordre ou avec les passant.e.s. Sabrina fait part de violence qu'elle a pu vivre durant des actions de la part de la police :

On était attaché.e.s. Et le but c'était qu'ils devaient casser les chaines pour nous prendre de force et nous sortir. Mais ça a pas été fait tranquille un.e à un.e, ils sautaient sur nos cages thoraciques avec leurs deux pieds, nous donnaient des coups de pied, des coups de poing, il y a eu des problèmes.

Ce genre de témoignage n'est cependant apparu que dans mon entretien avec Sabrina marquant ainsi le caractère rare, non pas moins grave, de ce genre d'interaction. L'aspect plus ou moins rare de ce genre de violence s'explique aussi peut-être du caractère plus minoritaire de l'action à laquelle Sabrina fait référence. Il s'agit en effet d'une action antispéciste de libération d'animaux et de protestation dans un abattoir à Soleure. Comme elle l'explique, l'idéologie antispéciste est davantage minoritaire et moins consensuelle que les luttes pour le climat, bien qu'elles soient liées. De plus, les actions antispécistes qui ont lieu dans des abattoirs sont moins « joyeuses » ou « bon enfant » que les actions pour le climat ayant lieu dans un endroit neutre. Les tensions se font ressentir plus rapidement, et l'ambiance est « assez lourde » comme le relève Sabrina. Dans ces circonstances, la violence physique peut se faire ressentir et escalader plus rapidement.

La violence physique dans les actions de désobéissance civile provient également des passant.e.s assistant aux actions. Dans la mesure où les actions sont en générales

publiques afin de contribuer à l'information les passant.e.s, cela peut générer des tensions. Stanislas l'explique ainsi :

Ouai ! Les gens, verbalement, aussi physiquement. Le public en tout cas essaie de nous bouger, de nous taper, mais c'est surtout verbal.

Violence matérielle

En Suisse romande, les actions de désobéissance civile consistent généralement en des occupations d'espace public, d'entreprises, des blocages de routes, voire du sabotage ou de la destruction (Bluwstein, Demay, Benoit 2023 : 1). La violence s'exprime moins à travers des actes de violence physique et de confrontations que par des actes de violence matérielle, observables notamment dans les actions de destruction de golfs revendiquées par le groupe Grondements des Terres²⁰. La violence politique peut également être perçue dans les relations entre les désobéissant.e.s et les autorités, comme nous l'avons vu dans la mise en place d'une forte répression visant à prouver la force de l'État.

Le sabotage et la destruction de biens, fréquemment associés aux actions de désobéissance civile, peuvent également être considérés comme une forme de violence, dans la mesure où ces actions visent à infliger des dommages à l'adversaire (Hayes, Ollitrault 2013 :143). Le sabotage fait alors référence à des actions comme celles revendiquées par les Grondements des terres de destruction de golf consistant à planter des légumes dans le green de golf. D'autres actions ont eu lieu notamment contre Holcim, consistant à taguer les véhicules sur le site ou verser du sucre dans le réservoir de pelleteuses. Il peut également s'agir d'actions qui impliquent de coller des affiches, tel que le rapport du GIEC ou des revendications sur des murs. Les dommages matériels ou le sabotage sont, dans ce que j'ai pu analyser, le sujet le plus conflictuel au sein des réseaux de désobéissance civile. Cette question oppose une grande partie des désobéissant.e.s entre celles et ceux approuvant ou désapprouvant ce genre d'actions et mettant en évidence la limite actuelle de la non-violence dans les actions. En effet, pour les désobéissant.e.s comme Stanislas, Jacob et Eloi, les dommages matériels font partie de la violence qu'ils refusent. Jacob explique

²⁰ <https://grondementsdesterres.org/programme-et-actualite/> (consulté le 4 juillet 2024).

parfaitement ces limites. La non-violence est fondamentale et en aucun cas ils n'accepteront une quelconque violence :

La violence ne justifie pas la violence et aucune cause ne mérite qu'on blesse et c'est aussi le créneau de X. Ça crée que des problèmes de faire la violence.

Pour eux, la violence ne justifie pas la violence et peut mener à plus de violence. Dans cette perspective, aucune violence n'est acceptable. Les dommages matériels en font partie. La violence matérielle est strictement interdite dans son réseau. Il explique alors qu'une action avait posé un problème et questionné cet aspect. Il s'agit d'une action contre la fast fashion et les désobéissant.e.s ont alors collé des affiches sur des magasins comme Zara. Le choix d'une colle facile à décoller et ne laissant aucune trace s'est alors imposé afin de ne laisser aucun dommage matériel. De même, son groupe avait refusé une action consistant à peindre des mains rouges sur des banques, car il était question de détérioration de bien avec la peinture choisie. Néanmoins, j'ai également appris que cette action a tout de même été réalisée mais non pas sous la bannière du groupe refusant l'action, mais d'un autre collectif. Cela met en évidence les tensions posées sur la question des limites de la non-violence selon les réseaux de désobéissance civile. Certains réseaux sont absolument contre toute violence, mais on remarque que certains désobéissant.e.s réalisent des actions considérées comme violentes pour certain.e.s désobéissant.e.s dans d'autres réseaux, laissant ainsi supposer que les limites quant à la violence matérielle ne sont pas consensuelles. Cela apporte également une piste intéressante mettant en évidence le fait que les réseaux de désobéissance civile et les désobéissant.e.s sont tous.tes interconnecté.e.s. Ils et elles font partie de plusieurs collectifs. En agissant pour le compte d'un autre collectif pour effectuer l'action de dommage matériel, chaque désobéissant.e.s se situera personnellement quant à la répression du dommage matériel en tant que violence et choisira pour son compte ce qui convient le mieux. Cela met également en évidence le caractère flou des limites de la non-violence au sein des réseaux.

Les dommages matériels sont réprouvés par de nombreux désobéissant.e.s, mais apparaissent comme nécessaire pour d'autres désobéissant.e.s. Cependant, même si certain.e.s désobéissant.e.s acceptent le sabotage et le dommage matériel, ils

reconnaissent tout de même leur caractère violent, mais le considère comme légitime. Ainsi Arnold dira :

Oui, si je veux être honnête, c'est violent parce que j'ai mis de la peinture sur des camions et ça a dû troubler des gens ou traumatiser un bébé qui était en train de dormir (à cause de l'alarme). Enfin si j'étais de leur côté j'aurais trouvé des excuses pour que ce soit violent ce que j'ai fait.

Il accepte ainsi le caractère violent de ce qu'il a fait mais le nuance également en expliquant que cela n'a mis en danger personne à part lui-même. Sous cet angle, pour lui, la violence se situe dans le fait de mettre en danger une autre personne et les dommages matériels ne mettant en danger personne ne sont pas considérés comme violents. Elle est cependant considérée comme nécessaire sans nuance par certain.e.s désobéissant.e.s comme Paco qui répondra quand je lui demande ce qu'il envisage comme autres actions :

En fait c'est toujours de la désobéissance civile, mais peut-être plus extrême que juste non-violente, en tout cas matériellement. J'ai pas envie de taper des humains. Mais s'il faut détruire le capitalisme matériel, on le détruira.

La violence matérielle est alors la forme de violence la plus conflictuelle parmi les désobéissant.e.s. Si pour certain.e.s elle est totalement reconnue comme une forme de violence interdite par le caractère non-violent de la désobéissance civile, elle est également acceptée et légitimée dans certains cas.

Cette dissension met en perspective une certaine radicalité et comme Paco le souligne, la violence matérielle vient rendre la désobéissance plus extrême. Dans le premier chapitre, j'ai mis en évidence deux pôles de désobéissant.e.s, l'un réformiste et l'autre radical. Il se trouve que la violence matérielle est plus acceptée parmi les désobéissant.e.s radicaux/radicales. Le caractère radical se met alors encore plus en évidence. Il semble ainsi que les désobéissant.e.s réformistes usent davantage des formes de désobéissance civile totalement non-violente, excluant complètement la violence des dommages matériels de leurs actions. Quant aux désobéissant.e.s radicaux/radicales, ils légitimeront une forme de violence matérielle dans leurs actions, tout en restant défavorables aux formes d'action consistant en des blocages de route. Il semble en effet logique que les désobéissant.e.s radicaux/radicales usent de

moyens plus violents, notamment de la violence matérielle, dès lors que leur objectif est plus global. De même, les actions de blocages sont plus propices aux désobéissant.e.s réformiste qui veulent mettre en évidence un problème à la fois.

Violence étatique

En dehors de la violence physique et matérielle, la violence peut également se manifester dans le rapport de pouvoir entre les désobéissant.e.s et les autorités, représentées par la police ou les juges. Les désobéissant.e.s cherchent ainsi à éviter de reproduire les mêmes manifestations de violence présentes dans la société en choisissant la non-violence quand l'État choisit la violence.

La non-violence, envisagée de cette manière, se présente davantage comme une critique de la violence omniprésente dans la société dans diverses formes (Cervera-Marzal 2014 : 12). L'État est alors omniprésent dans la désobéissance civile, comme acteur à qui on demande des changements, ou pour les plus radicaux/radicales, comme acteur à reconstruire car il détient les pouvoirs formant les inégalités. Il faut alors envisager l'État selon la pensée wébérienne qui définit l'État par le fait qu'il s'octroie le monopole de la violence physique légitime (Weber 1963 : 101). La violence étatique se manifesterait ainsi partout.

Cette violence devient palpable dans la répression des actions de désobéissance civile qui en Suisse prend forme dans les rapports de force entre les désobéissant.e.s/manifestant.e.s et la police. Eloi le relève de cette façon :

Après t'as un côté un peu décourageant de voir la disproportion entre ton groupe de manifestant.e.s qui sont des gens qui sont tout tranquilles et puis, en face, en tout cas entre 50 et 100 flics. Une espèce de disproportion des forces décourageante. Tu vois que si nous on avait voulu faire différemment, on se serait fait laminer la gueule. Donc ce côté-là a un peu mitigé le côté joyeux, festif et plein d'espoir.

Pour donner un aperçu des actions et des procès en Suisse afin de comprendre comment se manifeste cette violence, Bluwstein, Demay et Benoit (2023) ont rédigé un rapport sur l'état de la désobéissance civile et des procès climatiques en Suisse en 2023. Ce rapport montre ainsi l'état de la répression des actions de désobéissance

civile en Suisse et met en évidence les violences étatiques actuelles en Suisse incarnées par la police et les juges. Le rapport met en évidence les pratiques de la police pendant les actions de désobéissance civile, notamment le « nassage », qui consiste à encercler les désobéissant.e.s pour les arrêter. Il s'agit d'une technique qui procède à l'arrestation de toutes les personnes encerclées sans certitude qu'elles présentent ou ont adopté un comportement délictueux (Bluwstein, Demay, Benoit 2023 : 9). Cette pratique m'a été décrite par Eloi lors d'une action à Zurich où les policier.ère.s ont enfermé dans un périmètre les manifestant.e.s, avant de procéder aux arrestations. Cette pratique prolonge les manifestations et la durée d'évacuation de l'action, ce qui peut être retenu contre les désobéissant.e.s sous l'accusation de contrainte ou d'entrave aux services d'intérêts généraux. À la suite des interpellations, les désobéissant.e.s peuvent être confronté.e.s à ces violences sous les formes de fouilles corporelles intégrales. Cette pratique considérée comme humiliante est devenue illégale dès lors que la personne arrêtée ne présentait pas de risque et agissait de façon non-violente. De même, les désobéissant.e.s peuvent être placé.e.s en arrestation provisoire jusqu'à 48h où ils peuvent vivre des pressions pour établir leur identification via des prélèvements d'empreintes digitales et des échantillons d'ADN. Or, ces mesures ne peuvent en principe pas être imposées et elles font l'objet de remises en question par les tribunaux car les prélèvements systématiques nuiraient à la liberté d'expression et de réunion. Finalement, les ministères publics ont tendance à rendre massivement des ordonnances pénales en termes généraux sans accusation précises contrairement à ce qui est prescrit dans la loi. Les délais de recours contre ces ordonnances sont de 10 jours, laissant peu de temps aux désobéissant.e.s pour ouvrir une procédure. Par ailleurs, des rapporteurs spéciaux des Nations Unies ont demandé à la Suisse de se positionner sur l'usage excessif de la force présenté durant l'évacuation de la ZAD de la colline (Bluwstein, Demay, Benoit 2023 : 10). Ces exemples démontrent les usages légitimes de la violence de l'État, en d'autres termes la violence étatique. Cet usage est parfois excessif et Jacob me partage une expérience où il s'est fait arrêter après avoir conduit des désobéissant.e.s à l'aéroport de Genève pour bloquer les jets privés :

Ah oui oui, parce que je pense qu'un de ces gaillards connaît machin, le chef de la police ou je sais pas qui... Il y a eu des trucs spéciaux qui devraient pas se passer. Par exemple, moi je suis pas rentré sur le tarmac et normalement si tu conduis

juste, ils laissent couler. Mais là, j'ai fait garde à vue, 48h dont 24h en isolement. C'est là qu'on voit quand on dérange vraiment les riches, le coup de bâton il vient derrière.

Il a vécu une expérience inédite selon lui car les policiers l'ont conduit en garde à vue alors même qu'il n'avait commis aucune infraction. L'expérience est également différente car son arrestation a atteint la durée maximale et il y a même été placé en isolement. Selon lui, l'expérience avec la police est différente selon l'objectif de l'action, ici en s'attaquant à une classe sociale privilégiée, il a eu l'impression que le traitement subi était abusif.

Ce type de violence a pour conséquence un effet dissuasif pour les activistes et les désobéissant.e.s dans leur engagement dans les actions non-violentes (Bluwstein, Demay, Benoit 2023 : 13). Ces exemples de répression de l'État peuvent également être considérés comme limitant de façon excessive les droits fondamentaux de la liberté de réunion et d'expression (Bluwstein, Demay, Benoit 2023 : 16).

La violence étatique en Suisse est toutefois relativisée par les désobéissant.e.s, Arnold m'explique :

La violence est souvent étatique ou répressive. Je pense que le plus violent que j'ai connu, c'était à Sainte-Soline.

Il fait référence à Sainte-Soline²¹ dans l'extrait et m'a expliqué ensuite les différents traumatismes que l'expérience lui a laissé. Cela a mis en évidence que les actions de désobéissance civile en Suisse et leur répression est pour l'instant moins concrète et grave que dans d'autres pays comme la France. Sabrina développe aussi cette comparaison en me partageant des expériences en France :

J'ai aussi été enfermée dans des toilettes turques dans un commissariat pendant 3h. A chaque fois, ils ouvraient la porte, vraiment humiliant, pour me dire « ah tu fais moins la maligne comme ça ! ». Donc c'est vraiment une humiliation pour casser psychologiquement. J'ai des ami.e.s qui ont vécu ça, ils étaient

²¹ Manifestation interdite du 25 mars 2023 à Sainte-Soline contre les mégabassines qui avait éclaté en violents affrontements : https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/04/01/sainte-soline-retour-sur-un-affrontement-et-ses-zones-d-ombre_6167860_3244.html (consulté le 31 juillet 2024).

soupçonné.e.s d'avoir cassé une vitrine d'une boucherie en France et ils se sont fait tabasser par les flics. C'est partout comme ça en Europe.

Les désobéissant.e.s ont pour objectif de démontrer cette violence légitime en adoptant une posture non-violente. Il est alors question d'une stratégie de la non-violence, qui serait ainsi une réponse à la violence étatique. Il s'agit en d'autres termes de ne pas répondre à la violence pour se placer en opposition et mettre en évidence la violence étatique. Toutefois, elle est aussi de façon ambivalente le point de départ des violences. Arnold explique :

La violence elle part d'eux. Typiquement faire une mégabassine c'est violent. Ça touche les petit.e.s paysan.ne.s, ça les prive d'eau, ils seraient obligé.e.s de payer avec des moyens qu'ils ont pas pour avoir accès à de l'eau et on leur demande pas leur avis. C'est violent. Et du coup pour répondre à ça, il y a pas de moyen étatique donc tu vas sur place et on te répond par une violence encore plus violente à laquelle tu peux plus répondre. C'est une escalade.

Comme la violence prend forme dans les rapports de force, où l'État démontre sa force et qui se fait ressentir parmi les désobéissant.e.s. La réponse se fait alors dans la non-violence dans l'idée de ne pas escalader dans la violence en décidant de ne pas y répondre. Il s'agit d'un acte stratégique comme nous l'avons expliqué auparavant. Stanislas l'explique ainsi :

Nous, notre devoir et objectif, c'est arriver avec des actions où on peut créer un dialogue. La non-violence c'est comme une corde de violon : ni trop tendue, ni pas assez tendue. Il faut la bonne tension pour créer un dialogue audible qu'on arrive à maîtriser. Je suis sûr que des gens considèrent nos actions comme violentes et nous notre but c'est de pas escalader la situation et de prendre les opportunités pour discuter avec les gens.

La non-violence devient une stratégie dans la désobéissance civile pour créer le dialogue et se faire entendre. Les actions peuvent être considérées comme violentes par certains individus. Toutefois, comme l'explique la métaphore de la corde de violon, une tension est nécessaire pour se faire entendre et la stratégie de la non-violence se trouve dans cette tension. Paco l'explique aussi en soutenant :

En fait, si ça fait pas chier, ça sert à rien. Le but de la désobéissance civile c'est d'emmerder pour faire passer des messages et amener des débats et finalement convaincre. Si t'as aucun impact, t'arrêtes de le faire. Après c'est un dérangement limité peut-être qu'à force de déranger l'ordre établi, peut-être qu'on avancera.

Cette tension sous-entend qu'il est nécessaire que certains individus pensent la désobéissance civile comme violente, pour créer le débat. En effet, choisir la non-violence met en évidence la violence de l'autre côté, mais il est nécessaire de faire naître cette violence pour la visualiser et ainsi créer un débat.

Violence morale

D'une autre manière, il est possible d'évoquer la violence morale que subissent les désobéissant.e.s de leur propre chef, telle que celle qu'ils s'infligent en se collant à une route, exposant leur santé aux dangers ou faisant face à des autorités de plus en plus répressives. L'expression violence morale renvoie aux violences psychologiques subies par les désobéissant.e.s de la part des acteur.ice.s entourant les actions et ses conséquences, mais également le poids de la lutte et l'épuisement militant qui s'en suit. La violence morale s'est aussi révélée être très présente parmi les désobéissant.e.s et elle a toujours été verbalisée en premier par rapport à toutes autres sortes de violences, laissant penser que ce type de violence est celui qui impacte le plus les désobéissant.e.s. Elle tire sa source dans deux situations. D'abord, il est compliqué pour les désobéissant.e.s de porter le poids de la lutte et de faire face à une impression de n'avoir aucun impact avec leurs actions ou des insultes durant les actions. Dimitri le met en évidence quand il raconte le sentiment de plénitude qu'il a ressenti au début de son engagement, mais qu'il nuance fortement avec un sentiment de découragement à cause de la violence morale qu'il ressent en raison des insultes qu'il reçoit.

J'ai ressenti un truc hallucinant. C'était fou, t'as ton cœur qui s'ouvre et tu te sens juste. C'est plus important que moi, c'est pas pour moi, c'est plus important. Et c'est magique. C'est beau de vivre sur cette terre et faire quelque chose qui n'est pas que pour toi. En fait tu touches à quelque chose de plus large. C'était un sentiment qui te fait pleurer.

Il ajoute plus tard :

Typiquement j'en ai marre de me faire insulter et je pense que je vais commencer à faire d'autres trucs. Je suis sûr que nos actions vont être reconnues plus tard, mais sur le moment c'est tellement violent de les faire et de vivre l'opposition que tu rencontres que je crois que j'arrive à ma limite perso.

Dans ces extraits, il explique que son engagement se voit teinté par les injures qu'il reçoit. La violence ressentie pendant ces actions, remet en question son engagement car il devient difficile à vivre.

J'ai également pu assister en ligne à des actions de désobéissance civile. Lors de l'action du Gothard, qui consistait à bloquer la route, les automobilistes arrêtés ont fait preuve d'agressivité venant enlever des mains les banderoles des désobéissant.e.s, élevant le ton pour proférer des insultes et les commentaires en ligne sur le live Instagram étaient très injurieux également.

Outre les insultes, leur engagement est moralement très énergivore. Il est difficile pour les désobéissant.e.s de faire face à un engagement qui prend beaucoup de leur temps. En effet, certain.e.s se sont impliqués.e.s corps et âme dans la désobéissance civile. L'organisation, la participation et les répercussions psychologiques de cet engagement sont une forme de violence qu'ils ne négligent pas. La plupart des organisations proposent d'ailleurs un suivi psychologique après les actions pour partager leurs émotions. En arrivant à la ferme des Hirondelles à Boudry, j'ai pu découvrir cet aspect. En effet, tous.tes étaient assez distants.e.s à mon arrivée. Outre la prudence qu'implique leur projet face à des inconnus.e.s, au fur et à mesure de mes échanges, j'ai appris que cela faisait 3 jours qu'ils négociaient avec les propriétaires. Ces jours de négociations ont été très éprouvants pour tous.tes. Une des personnes m'explique ainsi qu'elle est épuisée et que la lutte vient pourtant à peine de commencer. Son envie de voir ce projet aboutir est tellement important, que les moments de négociations sont vécus comme des violences, car les personnes avec qui ils négocient sont réfractaires à leurs idées, leurs valeurs, leur projet, créant un sentiment d'incompréhension violent.

Les désobéissant.e.s font également part de leur démoralisation face au futur en raison de leur niveau de connaissances sur les changements climatiques et sociaux.

Paco explique :

En fait, en lisant tu vas vers un malaise. Je sais pas si des gens l'ont bien vécu, mais moi j'étais pas très heureux de découvrir tout que j'ai découvert. Ça a pas fait plaisir. J'ai même eu jamais aucun plaisir à militer, c'est pas un truc... J'ai plein d'autres choses à faire ! J'aimerais bien aller faire des balades tu vois ! C'est... un danger. Tu te retrouves à combattre le danger en fait !

Cette citation met en avant le malaise lié aux connaissances auquel il est possible d'accéder dans le milieu militant, mais également le danger lié à militer. L'État est perçu comme « le danger », laissant entrevoir la violence ressentie dans le fait de militer.

Non-violence comme stratégie

Les actions de désobéissance civile ont un rapport ambigu à la non-violence. Elle représente certes le point central caractérisant la désobéissance civile, les actions ne sont pas exemptées de violence. Ce rapport laisse ouverte la question de quel but à la qualification et la définition de la non-violence. Dans un premier temps, il est possible d'envisager la qualification de non-violent comme une stratégie pour les organisations luttant par des actions de désobéissance civile. L'utilisation et la définition de la non-violence permet de gagner en légitimité et atteindre certains des buts poursuivis par les organisations. C'est ce que nous allons analyser dans cette partie du travail grâce à Hayes et Ollitrault (2013 : 156 ss) qui ont mis au point un régime de justification en trois axes permettant de discuter cet aspect stratégique, en voyant la non-violence davantage comme une stratégie que comme une question de morale qui considère la non-violence comme un principe absolu du bien.

Le premier axe de justification, la mise en scène, vise à minimiser la violence induite par les désobéissant.e.s et leurs actions de désobéissance civile. En effet, comme nous l'avons vu, les actions de désobéissance civile sont traversées par plusieurs types de violence : elle est parfois psychologique et morale, matérielle, parfois elles reflètent des violences systémiques de l'État qu'ils visent éluder. La violence peut aussi être supposée par le public de cette action, car la réputation de la désobéissance civile tend à l'imaginer comme violente. Pour ce faire, il devient crucial que la forme de l'action de désobéissance civile serve à réduire ces formes de violence. En d'autres termes, la forme de l'action est au service du fond et le choix de la forme de l'action

visé à réduire au minimum les violences présentes dans les actions afin de focaliser l'attention sur la non-violence (Hayes, Ollitrault 2013 : 156). En Suisse romande, cela se traduit par des choix de formes d'actions différents. Il n'est pas rare que les désobéissant.e.s soient déguisés lors des actions, comme lors de l'action devant le Crédit Suisse où les militant.e.s ont joué au tennis tout en étant déguisé.e.s en tennisman. De cette manière, ils attirent l'attention sur l'objectif de leur action, en l'occurrence interpellent Roger Federer sur les actions du Crédit Suisse dans les énergies fossiles (Simeunovic, Mendez et Renard in Bourg et al. 2021 : 36²²). Jacob met aussi en avant cet aspect et me parlant d'actions dans des banques afin de dénoncer leur rapport avec les investissements dans les énergies fossiles :

On se déguise, on prend nos seaux, nos balais et on va nettoyer ! On a fait ça dans six endroits en Suisse.

L'action du 14 octobre 2023 au siège de Nestlé à Vevey, revêt également cet aspect. Les désobéissant.e.s étaient déguisé.e.s sur le thème de l'eau, en méduse, poissons et se sont introduits dans les jardins de la multinationale, afin de dénoncer la privatisation de l'eau.

Cela permet également aux actions d'adopter un caractère plus jovial afin d'attirer l'attention sur cette dimension et de minimiser la perception de violence, notamment des dégâts potentiels que supposent une action de désobéissance civile. En adoptant une posture joviale, ils mettent en évidence leur volonté de rester non-violent. De la même manière, les actions sont toujours accompagnées de médiateur.ice.s formé.e.s à être sympathiques et amicaux. Par ailleurs, il est possible de mettre en relation cette idée avec la disponibilité biographique, qui consiste à voir une disponibilité dans l'absence de contrainte familiale, économique, professionnelle (Semal 2019 : 196) et le capital symbolique apporté par les désobéissant.e.s. En effet, les militant.e.s et désobéissant.e.s sont souvent jeunes et issu.e.s de milieux étudiants (Gaborit 2020 : 240). Certain.e.s sont conscient.e.s des enjeux que crée leur milieu social, les désobéissant.e.s de l'action de Crédit suisse assurent :

²² Le chapitre 2 de *Désobéir pour la Terre* (Bourg et al. 2021) consiste en un témoignage de l'action de Lausanne Action Climat à l'encontre du Crédit suisse par les désobéissant.e.s impliqué.e.s dans l'action.

Sur le plan médiatique, il apparaît clairement que le capital symbolique dont nous disposons (de par notre niveau d'éducation et notre extraction sociale) nous fait apparaître – en tant que groupe – comme sympathiques, mais aussi – et c'est certainement le plus important – comme crédibles aux yeux des journalistes. Ces derniers partagent avec nous un certain vocabulaire, une certaine étiquette. Sur le plan financier, nous sommes – dans la grande majorité – suffisamment aisées pour nous acquitter de nos amendes. C'est ce qui fait de nous un groupe particulièrement bien adapté à la pratique de la désobéissance civile. (Simeunovic, Mendez et Renard in Bourg et al. 2023 : 34).

D'autre part, la mise en scène permet certes de montrer un aspect jovial permettant de garder une image bon enfant dans les actions (au contraire des black blocs cagoulés qui représentent l'exemple opposé dans la stratégie de l'image par leur allure inquiétante), mais elle permet aussi de garder l'anonymat des désobéissant.e.s.

Toutes les actions de désobéissance civile n'adoptent pas cette stratégie. Cependant, comme les désobéissant.e.s sont perçus.e.s par les médias comme perpétrant des actes pouvant être violents²³. Leur réputation non-violente créée notamment par la mise en scène de leurs actions, permet au public de les voir sous un jour moins inquiétant. Outre les déguisements, une mise en scène qui reflète le calme est aussi importante. Je parle de cet aspect concernant l'action de blocage du Gothard qui a eu lieu le 9 mai 2024, 5 désobéissant.e.s ont bloqué le trafic à l'entrée du tunnel du Gothard :

Impassibilité face aux insultes des gens qui descendent de leur voiture et qui en plus leur retire leurs banderoles hyper violemment. Personne ne réagit. On dirait presque qu'ils sont dans un rôle. (Journal de terrain, le 9 mai 2024)

Cette action de blocage de routes que j'ai pu observer virtuellement illustre un pacifisme remarquablement organisé. En effet, les désobéissant.e.s adoptent une pratique visant à éviter toute escalade de la violence. À cette fin, ils choisissent d'être si calmes et pacifiques que, vus de l'extérieur, leur action pourrait être comparée à une pièce de théâtre. Les désobéissant.e.s connaissent parfaitement leur rôle : ils arrivent, s'assoient en silence, se collent la main, la personne chargée d'annoncer les

²³ L'article du Temps intitulé « Terroristes ou martyrs climatiques : l'énigme irrésolue des écologistes bloqueurs de route » (le 19 juillet 2023) représente un exemple saillant des stéréotypes au sujet de la violence entourant les désobéissant.e.s dans les médias : <https://www.letemps.ch/suisse/terroristes-ou-martyrs-l-enigme-irresolue-des-ecologistes-bloqueurs-de-routes> (consulté le 7 juillet 2024).

revendications prend la parole, et ils attendent immobiles l'arrivée de la police. Ils n'adressent la parole à personne, cette tâche étant à la charge d'autres personnes. Le plus saisissant est qu'ils se laissent faire sans réagir aux injures ni aux actes violents des automobilistes qui leur arrachent leurs banderoles durant l'action.

De surcroît, Stanislas, qui a une grande expérience dans l'organisation d'actions de désobéissance civile, me décrit le fonctionnement des actions comme s'ils s'agissait d'une pièce de théâtre bien filée :

Du coup on va sur l'action après. Que ce soit jeter de la peinture, interrompre un concert, se coller [...] L'action est publique, on fait des photos, on les publie ensuite sur les réseaux, tout est prêt avant généralement, mais on publie juste après. Sinon on se fait arrêter, mais pas tout le temps, ensuite jusqu'à 48h on peut être en garde à vue, après on fait un debrief émotionnel après la sortie, ensuite un debrief technique, les fourmis²⁴ viennent aux nouvelles quelques jours plus tard.

Le deuxième axe de justification consiste à attirer l'attention sur la logique relationnelle. Il s'agit de mettre les désobéissant.e.s en contraste avec l'État afin de mettre en avant la violence étatique du système (Hayes, Ollitrault 2013 : 159). En d'autres termes, et pour illustrer cela, les organisations publient souvent des images en ligne des désobéissant.e.s se faisant emporter par la police. Le contraste devient ainsi visuel, et le moment est symboliquement le plus violent. En effet, l'image de la police, souvent fortement équipée, face à des désobéissant.e.s quant à eux non menaçant.e.s, souvent dans des positions immobiles et pacifistes, démontre ce contraste. Les désobéissant.e.s tentent de mettre en évidence la violence structurelle des institutions afin de la combattre (Cervera-Marzal 2014 : 10). Il est question par la non-violence, de montrer le monopole de violence de l'État et le déséquilibre des forces. Il est aussi possible d'y voir des liens avec la mise en scène vue au-dessus. En effet, la mise en scène devient importante pour montrer ce rapport de force. Elle se traduit notamment par la non-violence exacerbée des désobéissant.e.s.

Lors de l'observation en ligne de l'action de blocage du tunnel du Gothard, j'ai été frappée par le calme que gardaient les désobéissant.e.s qui se font insulter et dont les

²⁴ Terme émique pour définir les personnes extérieures à l'action qui soutiennent les désobéissant.e.s psychologiquement ou légalement après l'action ou qui prépare la logistique utile à l'action.

passant.e.s viennent retirer les banderoles des mains. Cette non-violence, qui consiste précisément à ne pas répondre à la violence par de la violence, relève justement d'une stratégie visant à montrer que ce ne sont pas les désobéissant.e.s qui font preuve de violence.

Le vocabulaire choisi joue également un rôle dans la minimisation de la violence (Hayes, Ollitrault 2013 : 163). En effet, le discours militant concernant la justification de la désobéissance civile met en avant un devoir d'agir moral lié à un devoir démocratique. Les organisations argumentant en faveur de la désobéissance civile soulignent le dernier recours de ce type d'action et qu'il s'agit avant tout d'un devoir citoyen d'intervenir pour l'environnement. La nécessité d'agir trouve sa source dans la morale et l'éthique, au sens de ce qui est conforme au bien, qui deviennent des principes supérieurs à la légalité. Face à l'urgence de la catastrophe, le dernier recours est d'agir vite. De plus, face à l'inaction de l'État, il devient ainsi nécessaire d'agir par une autre voie. La morale donne l'obligation d'agir et vient alors se positionner dans l'argumentaire en faveur de la désobéissance civile qui est le dernier recours, dès lors que les enjeux du futur de notre planète doivent être protégés rapidement. La désobéissance civile devient la meilleure décision (Djemni-Wagner 2021 : 57). Pour les désobéissant.e.s, leur justification tient généralement sur la nécessité d'agir en tant que citoyen.ne.s. Tous.tes se sont par ailleurs intéressé.e.s à la désobéissance civile à la suite d'autres actions légales qu'ils ont qualifié d'inefficaces. La morale a ainsi voulu qu'ils agissent autrement, par des moyens illégaux de désobéissance civile, pour faire passer leur message. Sabrina dira par ailleurs que tout le monde devrait s'essayer à la désobéissance civile car :

À mon avis tout le monde devrait faire de la désobéissance civile. Pour moi c'est un outil de contrôle des lois en fait. Ça va pas sans la démocratie. Nos lois sont toujours en retard par rapport à la réalité sociale, économique et politique, etc.

Tous.tes agissent pour des valeurs de moralité qu'ils considèrent comme plus importantes et qu'ils mettent en avant dans les raisons qui les poussent à agir.

Une relation complexe

Le dernier axe de cette réflexion vise à approfondir la relation complexe entre la non-violence et la violence dans le contexte de la désobéissance civile. Alors que la non-violence est revendiquée pour servir les objectifs de la désobéissance civile en la distinguant de la violence, il faut reconnaître que cette distinction est parfois difficile à établir. Bien que la création de cette distinction ait été abordée comme un outil stratégique, nous avons vu dans la première partie concernant les types de violences, que la violence est présente sous divers visages dans les actions de désobéissance civile, et qu'elle peut être légitimée et acceptée par certain.e.s désobéissant.e.s radicaux/radicales.

En outre, la question de la non-violence revêt un intérêt particulier dans le contexte de la désobéissance civile, car l'opinion publique tend souvent à percevoir cette forme d'action comme violente, la considérant comme une radicalisation des individus mettant en péril la justice et, par conséquent, la démocratie (Celikates 2013 : 35).

Les désobéissant.e.s tentent également de négocier ces frontières au sein de la désobéissance civile ou à travers d'autres formes d'actions. Comme mentionné précédemment, les désobéissant.e.s peuvent s'engager dans diverses actions, certaines n'étant pas de la désobéissance civile, telles que les manifestations autorisées permettant ainsi la coexistence de l'action non-violente et de la violence. Les désobéissant.e.s de l'action du tennis dans Crédit suisse à Lausanne envisagent cette idée comme suit

On parle de Mandela comme s'il n'avait pas recouru à la lutte armée, de Rosa Parks comme s'il n'y avait pas eu les blacks panthers (Simeunovic, Mendez et Renard in Bourg et al. 2021 : 35).

Cela met en évidence que le répertoire d'action poursuivant les mêmes buts que la désobéissance civile est vaste et implique d'autres actions qui peuvent être qualifiées de violentes. Dans ce contexte, les non-violents représentés par la désobéissance civile peuvent approuver des actions directes plus violentes dans une perspective d'efficacité, car la non-violence est souvent perçue comme symbolique plutôt qu'efficace (Djemni-Wagner 2021 : 59 ; Celikates 2013 : 44). En effet, les actions

directes de *Earth first* !²⁵ par exemple s'inscrivent dans un répertoire où la violence matérielle et le sabotage sont communs. Comme l'explique Malm : « la dégradation de clôtures pourrait bien apparaître un jour comme un délit très mineur » (2020 : 185). Ainsi, si la désobéissance civile a intérêt de rester dans une stratégie de non-violence, peut-elle vraiment accepter un passage à l'action violente ?

Les militant.e.s, en général, soutiennent la désobéissance civile et son caractère non-violent. Les désobéissant.e.s réformistes tendent plutôt à accepter le caractère non-violent comme une stratégie inébranlable. Ainsi, quand je demande ce que Stanislas pense d'un possible tournant violent dans la désobéissance civile, il m'assure :

Du public oui, c'est possible parce que les gens se montent la tête. Il suffit qu'ils commencent à s'organiser et voilà. Mais de notre part, ça a absolument aucun sens, ça arrivera pas. C'est pas notre mode d'action.

Pour lui, la violence peut émerger du public lors des actions, mais il est hors de question d'imaginer un passage à la violence dans la désobéissance civile révélant que le caractère non-violent est complètement inhérent à la désobéissance civile pratiquée dans son collectif. Il est par ailleurs tout à fait contre les pratiques de sabotage ou des actions de dommage matériel.

Cependant, certain.e.s adoptent des positions plus radicales, justifiant l'utilisation de la violence par la crainte face à l'urgence climatique (Gaborit 2020 : 235). Il résulte que plus de la moitié des désobéissant.e.s sont favorables aux dommages matériels, constituant ainsi une forme de violence (Gaborit 2020 : 244). Celles et ceux prêt.e.s à participer à des actions plus violentes tendent à rechercher une rupture avec le système actuel et sont souvent politiquement positionnés à l'extrême gauche anticapitaliste. Il est possible de faire le lien avec les désobéissant.e.s plus radicaux/radicales qui acceptent davantage la violence matérielle comme légitime. Ces désobéissant.e.s sont enclin.e.s à redéfinir les frontières entre la violence et la non-violence. Par ailleurs, en lien avec la violence morale ressentie par l'accès aux connaissances climatiques et notre avenir, il reste à voir si les frontières entre violence

²⁵ Earth first ! est une organisation radicale écologiste d'origine américaine : <https://www.environmentandsociety.org/exhibitions/radical-environmentalisms-print-history/introducing-earth-first> (consulté le 31 juillet 2024).

et non-violence peuvent se flouter davantage. Les désobéissant.e.s pour l'action du Crédit suisse avancent :

Chaque défaite sur l'échiquier institutionnel fournissant un encouragement de plus à construire un militantisme plus radical et plus confrontationnel (Simeunovic, Mendez et Renard in Bourg et al. 2021 : 38).

En parlant de défaite, cela fait émerger une nouvelle hypothèse quant aux limites de la non-violence. En effet, si les défaites encouragent un militantisme plus radical, cela voudrait-il dire que les frontières de la non-violence peuvent être repoussées ? En d'autres termes, pourrait-on envisager que ce découragement lié aux défaites puisse faire émerger des actions plus violentes ? Une réponse sera proposée dans le troisième chapitre en lien avec le catastrophisme. Qui plus est, j'ai présenté les différents types de violences et la violence matérielle est davantage légitimée par les désobéissant.e.s radicaux/radicales. En effet, les actions de désobéissance civile sont vécues comme des violences, non pas pour une éventuelle violence physique subie, mais plutôt la violence psychologique et morale liée à la réaction des passant.e.s, de l'État, et surtout les connaissances de l'urgence climatique. La spécificité de la Suisse romande et sa répression réduite peut conduire les désobéissant.e.s à se focaliser sur un autre type de violence à savoir la violence morale. Toutefois, comme ils font face à une violence morale, ne serait-ce pas non plus un prétexte pour privilégier des actions plus violentes, notamment dans un contexte encore peu répressif ?

À titre d'illustrations, les enquêté.e.s ont fourni des informations importantes au sujet de la possibilité de requérir à plus de violence, me permettant déjà de voir que leur discours accepte et imagine déjà un avenir où la désobéissance civile prend un tournant violent. Paco, qui se situe plutôt dans le pôle radical de la désobéissance civile et qui légitime déjà la violence matérielle, explique qu'une montée de la violence et qu'une certaine redéfinition de la désobéissance civile moins axée sur la non-violence est possible :

En fait, c'est toujours de la désobéissance civile, mais peut être plus extrême que juste non-violente, en tout cas matériellement. J'ai pas envie de taper des humains, mais s'il faut détruire le capitalisme matériel, on le détruira.

Sabrina craint aussi une montée de la violence. Elle fait un parallèle historique pour l'expliquer :

Parce que je pense que plus on monte en nombre d'actions, plus y a le risque d'une opposition forte. Enfin, quand un sujet devient vraiment important pour la société, je pense par exemple quand il atteint un stade qui concerne pas mal de la population. À mon avis, celles et ceux qui sont opposé.e.s, vont prendre les armes, un peu comme les suffragettes. Au début c'est des petits pas pendant des décennies et quand ça a commencé à être vraiment des arrestations, les grèves, les attentats, là il y a eu beaucoup de violence. Mais si vraiment il y a un réseau de solidarité, c'est là que ça marche. Mais il faut un gros sacrifice et une grosse base arrière de solidarité

On remarque dans l'extrait que la violence dans son discours est banalisée et attendue comme la prochaine étape de la part de l'opposition. Si l'opposition use de la violence, il est aussi possible que la réponse se fasse par la violence, comme l'explique Eloi :

Et puis justement si à l'extrême droite et dans les camps d'en face la violence se pérennise et s'accroît, je pense qu'à gauche ça va suivre. Ouai, c'est une réponse. Et il y a aussi un problème c'est la qualification des actions comme les gens en France qui sont qualifiés d'écoterroristes alors que des néo nazis qui font des actions c'est hyper minimisé alors qu'on parle de gens armés. Et les écoterroristes c'est les gens des mégabassines. Enfin bref, les choses ont l'air de pas très bien tourner. Et puis, si la violence à droite devient plus ou moins licite, je pense qu'à gauche ça va devenir bien violent, il y a pas de raison que ça le devienne pas.

Ces extraits mettent alors en évidence que la violence peut être une réponse à la violence de l'État attendue. De plus, comme mentionné précédemment, les défaites et l'urgence climatique accablante peuvent aussi être la source d'une redéfinition de la non-violence et de la stratégie de la désobéissance civile, il restera ainsi à voir si dans les pratiques cette possible montée en violence paraît vraisemblable.

Chap. 3 Catastrophisme chez les désobéissant.e.s

Il est désormais opportun de se pencher sur l'urgence climatique. Le catastrophisme devient une clé de lecture essentielle pour mieux l'appréhender. D'abord, l'urgence climatique n'est pas définie en tant que telle, et le catastrophisme m'a paru constituer un point d'entrée significatif. De plus, comme nous l'avons observé, les désobéissant.e.s radicaux/radicales sont celles et ceux qui légitiment davantage les violences matérielles. Il est donc pertinent d'examiner si le catastrophisme est également associé aux désobéissant.e.s radicaux/radicales afin d'examiner si ces dernier.ère.s seront amené.e.s par la perspective catastrophiste à légitimer davantage de violence.

Dans un premier temps, il s'agira de comprendre ce que l'on entend par catastrophisme et comment ce concept se construit. Ensuite, il sera question d'établir les liens entre le catastrophisme et certain.e.s désobéissant.e.s. Enfin, j'examinerai ce que la radicalité apporte à l'analyse du catastrophisme. En effet, la désobéissance civile radicale pourrait être perçue comme une étape d'accélération vers le catastrophisme. Cette perspective amènera à comprendre que la désillusion amenée par les pratiques de la désobéissance civile dans son objectif radical accélère leur entrée dans le catastrophisme. Au lieu de rechercher des réponses sur la légitimation de la violence, il s'agira de montrer que la violence morale subie par les désobéissant.e.s radicaux/radicales les conduit à une forme de catastrophisme qui engendre davantage de désillusion plutôt que de violence.

Définition et caractéristiques du catastrophisme

Le catastrophisme se définit par certaines caractéristiques de construction sociale. Ces caractéristiques aideront à mieux comprendre les carrières et trajectoire militantes des désobéissant.e.s.

Le catastrophisme est une forme de croyance à l'effondrement climatique, économique et énergétique (Chamel 2017 : n° 19). Il résulte d'une socialisation particulière au sein de réseaux politiques et militants. Il émerge d'une désillusion et de la perte d'espoir en une réforme capable de transformer profondément les institutions.

Le catastrophisme rend obsolètes le pragmatisme réformiste et le militantisme révolutionnaire radical (Semal 2019 : 185). Cela a pour conséquence de marginaliser les réseaux catastrophistes, qui ne se reconnaissent pas dans les mouvements écologistes traditionnels. En effet, les désobéissant.e.s peuvent entrer dans cette phase de désillusion au cours de leur engagement dans la désobéissance civile. En expliquant comment on devient catastrophiste, je mettrai en évidence les caractéristiques du catastrophisme sans en proposer une définition fixe.

Selon Semal (2019), il existe deux déterminants sociaux au catastrophisme : l'exposition et la disponibilité. L'exposition consiste à percevoir le caractère inéluctable de la catastrophe à travers les discours d'autres activistes, réseaux et auteur.ice.s. Les militant.e.s catastrophistes sont en rupture avec l'activisme des réseaux écologistes traditionnels et ne croient plus en la capacité des institutions à résoudre la crise écologique (Semal 2019 : 186). En d'autres termes, il s'agit de s'approprier des discours scientifiques et d'activistes et de les extrapoler sur le long terme (Chamel 2017 : n° 19). Cette exposition permet de parvenir à cette étape, soit par un déclic, soit par une conversion progressive. Dans le premier cas, la rupture se produit de manière rapide, comme un basculement décisif, tandis que dans le second cas, la rupture survient plus graduellement des suites d'événements. L'exposition aux idées catastrophistes est le premier déterminant de la trajectoire catastrophiste.

D'autre part, la disponibilité biographique, évoquée au début de ce travail, revêt également une importance cruciale dans le basculement vers le catastrophisme. Il est en effet nécessaire, entre autres, de disposer d'une certaine disponibilité dans sa vie, notamment en termes de temps libre, ce qui est souvent lié aux études, à l'absence d'enfants ou de responsabilités professionnelles, pour pouvoir s'engager et être confronté aux discours catastrophistes (Semal 2019 : 205).

Le catastrophisme a des implications sociales profondes. En d'autres termes, il se répercute sur tous les aspects de la vie des catastrophistes. En termes de conséquences, les catastrophistes rompent avec les pratiques sociales dominantes (Semal 2019 : 198). Cela signifie que leurs discours et leurs pratiques s'adaptent au catastrophisme. En effet, anticipant la catastrophe à venir, leurs pratiques quotidiennes et sociales changent parfois radicalement, les marginalisant (Semal 2019 : 200).

Le catastrophisme est également une dynamique collective impliquant une logique de désillusion (Semal 2019 : 206). À l'instar de Tuot (2015) et de ce qu'il nomme « l'épuisement des voies institutionnelles », le catastrophisme découle d'un constat partagé de l'échec à prévenir à temps la catastrophe climatique imminente par des moyens politiques (Semal 2019 : 207). Il sera intéressant de voir comment les radicaux/radicales ont ainsi davantage d'opportunité d'être précipité.e.s dans le catastrophisme car la perspective de transformation totale de l'ordre social, amène davantage de désillusion étant donné le caractère complexe de l'objectif.

État du catastrophisme chez les désobéissant.e.s en Suisse romande

Mon enquête a mis en évidence que certain.e.s désobéissant.e.s entrent parfois dans l'état de catastrophisme expliqué auparavant. Je vais désormais exposer de quelle manière cela se transpose dans la désobéissance civile. Cela permettra de mettre en évidence l'urgence représentée par le catastrophisme.

J'ai pu discerner que trois des neuf désobéissant.e.s étaient de façon évidente catastrophistes. Cela se manifeste d'abord dans leurs discours, qui tendent à souligner l'inévitabilité d'une catastrophe. Arnold, par exemple, lorsque je lui demande comment il envisage l'avenir, répond :

- *J'évite d'y penser*
- *Pourquoi ?*
- *A des moments j'y pensais trop. Juste ça me déprimait : Quel scénario va venir ? Comment sera la fin du monde ? C'est hyper déprimant.*

Arnold met en évidence une catastrophe qu'il juge si certaine qu'il en est déprimé d'imaginer tous les scénarios possibles.

De même, Dimitri évoque à plusieurs reprises dans la conversation des scénarios catastrophes qu'il perçoit comme des certitudes, par exemple :

Enfin, moi je suis très focalisé sur le comestible en ville parce que je vois déjà les émeutes en cas de pénuries alimentaires et tout.

Dans ses paroles, il insiste sur les raisons qui le poussent à agir en évoquant un scénario d'émeutes qu'il considère comme quasi inévitable.

Comme évoqué précédemment, les catastrophistes ressentent une forme de désillusion assez marquée. Cela ressort fortement des discours de Paco :

C'est aussi une forme d'acceptation. C'est pas que fun le futur. [Mon engagement] C'était une façon de me rassurer, d'être optimiste et là j'ai perdu cet optimisme, mais c'est aussi une forme de deuil à faire en fait.

Arnold et Dimitri expriment des sentiments similaires de désillusion. Arnold explique :

J'ai l'impression que peu importe ce que tu vas faire, ça va pas changer la société. C'est ce que tous.tes les militant.e.s et les gens de gauche veulent : que la société change, mais elle le fera pas avant que ce soit nécessaire de le faire. C'est pas parce qu'il y a deux-trois gulus qui gueulent dans la rue et qui vont verser du sucre dans le réservoir des pelleteuses ou occuper une maison sur une colline que ça va changer quelque chose.

Dimitri dit :

J'ai pas peur, j'ai quelque part déjà fait mon deuil et accepter la mort. En faisant tout ça, j'avais espoir que ça change et que par mes actions ça permette un changement décisif. Mais ça j'y crois plus. Je vais continuer à faire ce qui me rend heureux et ce qui a du sens et est vérité pour moi. Mais il y a plus de but, il y a plus d'espoir derrière. Je fais ce que je fais et c'est tout. Ça me tuerait même d'avoir encore ce but derrière. Tu vois la réalité, ça va jamais arriver. Enfin en tout cas pas comme ça. D'ailleurs, des fois je me demande comment. Peut-être que ce sera le mur, l'effondrement quoi.

Ces trois témoignages marquent une désillusion complète quant à l'avenir. Certain.e.s disent même avoir déjà fait leur deuil et n'avoir plus d'espoir. En parlant au passé de l'espoir qu'ils avaient auparavant, ils montrent le recul qu'ils ont maintenant sur leurs actions passées et l'impression d'inefficacité de celles-ci.

Quant à leur entrée dans l'activisme, elle s'est souvent faite par conversion à la suite d'un déclic. Dimitri dira :

J'ai lu plusieurs lectures. Comme Arne Naess : Vers l'écologie profonde. Ce bouquin je me suis dit « Mais c'est ça ! ».

Arnold parle du moment où il s'est engagé comme ceci :

Et surtout voir mes potes se battre contre Holcim et moi à l'école en train d'utiliser le sac de ciment Holcim pour faire des murs et les détruire deux jours plus tard, parce que c'est de l'entraînement, je commençais un petit peu à avoir le seum. Ça me faisait chier.

La confrontation à des lectures ou à des formes d'engagement les a fortement convaincus de s'impliquer dans l'activisme, notamment par la désobéissance civile. La disponibilité dont ils disposaient dans leur vie a également joué un rôle dans leur choix. Dimitri revenait d'un voyage après ses études, et Arnold, encore étudiant, s'est engagé durant les vacances d'hiver. Comme le rappelle Semal (2019 : 205), l'engagement catastrophiste se développe dans les réseaux. Si leur engagement initial était déjà teinté de catastrophisme, comme pour Dimitri, influencé par les théories d'Arne Naess, ce sont aussi leurs années d'activisme et les réseaux qu'ils ont rejoints qui les ont rendus plus catastrophistes. Arnold a également évolué vers cette posture au contact de divers activistes. Paco, quant à lui, doit son engagement à son père. Il dit :

Le sens quand tout d'un coup... mon père ça a toujours été un écolo et puis j'ai toujours été sensible à la nature. Il m'a toujours parlé de ça. Et tout d'un coup ça devient vite réel. Et il y a des gens pour qui c'est absolument pas choquant et d'autres en souffrent déjà. Juste en me renseignant déjà et en faisant des lectures sur les conséquences directes de l'activité humaine, toute la manne industrielle qu'on a créée qui est en train de ronger nos ressources. Bah en fait, on sait déjà qu'on atteint des limites. Et je sais pas, pour moi il y a aucune raison de pas vouloir agir quand on entend ça.

Son engagement paraît logique, provenant d'une famille engagée pour la planète. Ses lectures lui ont rapidement fait prendre conscience des limites atteintes et de la catastrophe imminente. Contrairement aux autres, il s'est engagé en connaissance de cause du catastrophisme, mais sa socialisation familiale explique qu'il était déjà entouré d'un réseau militant.

Pour Dimitri et Arnold, l'engagement catastrophiste a eu des implications sociales majeures. Ils ont tous deux abandonné leurs études ou leurs métiers pour adopter une vie alternative, souvent en marge de la société, créant fréquemment des incompréhensions au sein de leur entourage, comme Dimitri dont l'entourage et la famille n'ont jamais compris son mode de vie. Arnold et Dimitri ont cessé de travailler dans un cadre productiviste et privilégient des moyens de subsistance alternatifs.

L'engagement catastrophiste entraîne souvent un sentiment d'incompréhension de la part des autres et de marginalisation. Dimitri dira alors :

Mais des fois je me demande si je suis pas un extraterrestre. T'avances et tu vois tous les problèmes, mais tu as l'impression que personne les remarque ou alors quelques personnes les plus convaincues mais toujours les mêmes. Mais ouai, t'es tout seul. Et le reste de la population t'insulte et te traite de glandeur ou je sais pas quoi et du coup c'est une réalité trop bizarre.

Il souligne cette marginalité en se comparant à un extraterrestre. Il a le sentiment de ne pas être compris, situation commune chez les catastrophistes qui ne se sentent plus appartenir à l'ordre social dominant.

Tous commencent avec une certaine conscience de la catastrophe, qui s'amplifie grâce à leur engagement. Cependant, il est important de situer cet engagement dans le contexte de la désobéissance civile. Contrairement aux attentes initiales de voir leur engagement comme nécessaire et utile, la désillusion se construit aussi face à ce qu'ils perçoivent comme l'inefficacité immédiate de la désobéissance civile. En effet, cet aspect semble les rendre davantage catastrophistes, jouant le rôle de la goutte d'eau faisant déborder le vase de la désillusion. La désillusion se construit entre la conscience du temps perdu et l'anticipation du temps qu'il reste (Semal 2019 : 218). Leur engagement commence par l'anticipation du temps qu'il reste, mais leur activisme les confronte à la conscience du temps perdu, les éloignant de celui-ci. Cela crée une tension entre le désir de s'engager, notamment par la désobéissance civile, pour exprimer et changer favorablement l'avenir, et l'impact limité de la désobéissance civile qui les pousse vers le catastrophisme. Le catastrophisme s'explique aussi par la désillusion due au manque d'impact direct de la désobéissance civile. Comme expliqué dans le chapitre précédent, la violence psychologique et morale qui consiste à vivre de façon difficile l'impact compliqué à cerner des actions de désobéissance

civile, devient une désillusion si grande qu'elle confronte les désobéissant.e.s à l'inévitabilité de la catastrophe. Les désobéissant.e.s radicaux/radicales, qui s'engagent pour changer l'ordre social, ressentent une désillusion plus forte face à une désobéissance civile réformiste, qui est plus susceptible d'avoir un impact car elle se limite à réformer certains aspects légaux. Ainsi, être un.e désobéissant.e radical.e peut augmenter le risque de confrontation avec le catastrophisme. Cette hypothèse peut être analysée à la lumière de Gaxie (1977) et des rétributions du militantisme.

Désobéissance civile et radicalité comme basculement dans le catastrophisme

Comme mentionné auparavant, l'intérêt pour le catastrophisme permet de lier ma problématique à l'urgence climatique, mais aussi de comprendre le lien entre radicalité et catastrophisme en apportant l'hypothèse que les désobéissant.e.s radicaux/radicales sont davantage enclin.e.s à basculer dans le catastrophisme. La notion de rétribution du militantisme permet ainsi de mieux saisir comment la désobéissance civile radicale représente un point de basculement vers le catastrophisme.

Daniel Gaxie a introduit en 1977 la notion de rétribution du militantisme, une clé de lecture essentielle pour comprendre les ressorts de l'engagement et de la désillusion qui en découle. Cette perspective permet de mieux saisir pourquoi les désobéissant.e.s radicaux/radicales pourraient être plus confronté.e.s au catastrophisme. Gaxie propose de s'attacher aux facteurs qui contribuent à la mobilisation à une cause en disant que l'attachement à la cause est certes l'une des causes possibles, mais qu'elle n'est pas « l'élément unique ni même l'élément déterminant de la mobilisation. » (Gaxie 2005 :161-162). En d'autres termes, l'engagement ne repose pas uniquement sur l'attachement à une cause, mais résulte également d'autres incitations, appelées rétributions du militantisme, qui poussent les militant.e.s à maintenir leur engagement.

Comme nous l'avons vu, l'engagement dans la désobéissance civile dépend non seulement de l'attachement à la cause climatique, mais aussi d'une certaine disponibilité biographique. Il est également possible d'y voir un lien avec les

rétributions du militantisme. En effet, dans un contexte tel que celui de la désobéissance civile, le désobéissant.e se trouve dans une position précaire et risquée. Le maintien de l'engagement est donc influencé par les rétributions perçues, telles que « le sentiment d'agir, de ne pas subir, de transformer ou de pouvoir transformer la réalité et parfois de faire l'histoire » (Gaxie 2005 :162). En d'autres termes, les désobéissant.e.s ressentent le besoin d'exercer un pouvoir transformateur.

Ce besoin n'a pas le même impact pour les désobéissant.e.s radicaux/radicales et réformistes. Le sentiment d'accomplissement est souvent plus fort par la portée concrète et réalisable des objectifs des réformistes. Comme l'expliquait l'un.e des cofondateur.ice.s de Renovate, les buts de Renovate sont atteignables, ce qui génère un fort sentiment de réalisation. Jacob illustre ce point en disant :

Il y a des études qui montrent que les abeilles sont complètement désorientées et là, par exemple, on a écrit à Syngenta. Bien entendu, ils disent que c'est faux. Là on fait une action ! On a mis une immense banderole qui dit « Syngenta kills the bees » on a quasiment recouvert le siège. Pour ça, on fait des actions c'est pour montrer un problème.

Il ajoute :

En même temps on fait aussi du lobby. C'est tout un système qui fait que l'action antipesticide devient une campagne européenne de X et même une initiative vient un peu de là. Ça met une pression sur le gouvernement et ça peut marcher quand un petit groupe qui part de rien se documente et avec du soutien peut faire quelque chose.

Jacob met en lumière que son groupe agit en coordination avec d'autres campagnes et stratégies, en s'appuyant sur des sources scientifiques. Par la pluralité des actions et leur répertoire, cela augmente la probabilité de créer un réel impact. C'est ce qui le motive d'ailleurs dans son engagement et la raison pour laquelle il a choisi ce réseau. Dans le contexte réformiste, les rétributions sont plus tangibles, facilitant ainsi le maintien de l'engagement.

À l'inverse, les désobéissant.e.s radicaux/radicales peuvent avoir plus de difficultés à percevoir l'impact de leurs revendications, souvent plus globales et abstraites, réduisant ainsi les rétributions militantes. Dimitri aborde ce sujet ainsi :

Mais soit c'est efficace et il faudra encore des décennies de désobéissance civile et insister et peut-être arriver à des blessés, à des morts, à un extrême comme nous montre l'histoire pour arriver à quelque chose. Ou alors c'est plus profond et du coup il faudra d'autres choses pour que ça marche. Je veux dire : pourquoi les gens ne comprennent pas que leur mode de vie fout la merde et changent pas ?

Le discours de Dimitri révèle la difficulté à voir l'efficacité et le pouvoir transformateur de son engagement. Cela diminue le sentiment de rétribution, car il n'a plus l'impression d'avoir un impact et d'être récompensé pour son engagement.

C'est également ce qui transparait d'autres discours, comme celui de Paco, qui décrit qu'il ne s'engage pas par plaisir, le sentiment d'avoir un impact doit être présent pour donner du sens à son engagement.

Moi j'étais pas très heureux de découvrir tout que j'ai découvert. Ça a pas fait plaisir. J'ai même jamais eu aucun plaisir à militer, c'est pas un truc... j'ai plein d'autres choses à faire !

Les rétributions du militantisme incluent également la rencontre de personnes partageant les mêmes valeurs. Les entretiens ont révélé que les désobéissant.e.s valorisent la satisfaction d'être écouté.e.s et compris.e.s par leurs pairs. En effet, l'engagement est souvent initié par des connaissances issues de leur seconde socialisation. Cette rétribution sociale leur permet de trouver un rôle et de faire du militantisme un espace d'intégration (Gaxie 2005 : 163). Arnold en parle ainsi :

Bah, j'avais des potes qui ont pop là-bas de manière un peu... aléatoire. Juste ils avaient entendu parler et finalement ils sont jamais vraiment repartis. Et.... Du coup ils faisaient que de me vendre le truc un peu à distance. J'étais là « wow ça a l'air méga stylé » et pour finir j'y suis allé. Et du coup... ils me le vendaient si bien que je savais que j'aurais pas envie de repartir non plus et je voulais pas y aller juste pour un weekend parce que ça allait me démoraliser pour la suite. Je me suis dit que j'allais attendre les vacances et un moment où je pourrais passer plus de temps.

Arnold s'est engagé parce que ses ami.e.s lui parlaient avec passion de leur engagement. Cela avait tellement de sens pour lui qu'alors même qu'il n'y était encore jamais allé, il savait quel impact cet engagement aurait pour lui. La rétribution

symbolique ressentie par ses ami.e.s agissait sur lui également, lui permettant de se projeter dans cet état d'esprit et lui donnant envie de s'engager.

Paco partage un ressenti similaire :

Il y avait des gens et puis ils ont fait des trucs ! C'était cool à voir ça donnait de l'espoir de voir tout à coup d'autres gens vénères ailleurs dans le monde. Tu te sens moins seul et t'as un esprit de groupe qui te fait du bien à l'âme de base de dire que t'es pas seul humain face à ce déclin.

L'engagement de Paco découle du groupe et du sentiment de ne pas être seul face à l'urgence. Cette satisfaction et cette gratification renforcent le maintien de l'engagement. Dans cette mesure, les groupes jouent un rôle crucial. Par exemple, dans Extinction Rebellion (XR), cela se manifeste par des groupes d'affinités, et dans Renovate, par des moments de partage avant les actions pour renforcer les liens. Ainsi, au sein même d'un même groupe, il existe plusieurs sous-groupes et cela marque l'opportunité d'être confronté.e.s plus régulièrement à certaines idées qu'à d'autres et d'être par conséquent conforté.e.s dans celles-ci. Cela peut expliquer en partie l'exposition au catastrophisme pour les désobéissant.e.s radicaux/radicales. Ces dernier.ère.s rejoignent des groupes aux aspirations radicales, mais cela implique alors une exposition plus rapide au catastrophisme, car ce choix inspire une plus forte violence morale liée à l'absence de rétributions directes.

En conclusion, la désobéissance civile peut agir comme un accélérateur du catastrophisme notamment en raison de la violence morale subie. Ma problématique prend alors une nouvelle dimension. En m'interrogeant sur les possibles tournants violents et les limites de la non-violence dans la désobéissance civile en Suisse romande, je suis surtout confrontée au catastrophisme des désobéissant.e.s. par ailleurs, c'est le catastrophisme et le fait qu'ils abordent systématiquement la violence sous le prisme de la violence psychologique et morale de voir leurs actions avoir un impact limité et de voir leur désillusion grandir qui m'a le plus marqué. Cela met en évidence le fait que la violence dans les pratiques de désobéissance civile en Suisse romande, ne sont pas où elles semblent logiquement être, soit de la part des désobéissant.e.s.

En conséquence du catastrophisme, un schéma s'est également fait ressentir dans le désengagement des désobéissant.e.s. Ces dernier.ère.s choisissent souvent l'abandon de la désobéissance civile. Le dernier chapitre s'attachera à approfondir cette dynamique et à en analyser les implications.

Chap. 4 Épuisement militant et réengagement

Violence et épuisement militant

Ce mémoire a démontré jusqu'à présent les liens étroits entre radicalisme et catastrophisme, en illustrant que la désobéissance civile radicale peut constituer un point de bascule vers le catastrophisme. En ce qui concerne la non-violence, il a été établi que les pôles radicaux légitiment davantage une approche violente. Toutefois, les désobéissant.e.s radicaux/radicales sont plus susceptibles de sombrer dans le catastrophisme et de faire face à l'épuisement militant. Pour répondre à notre problématique : la désobéissance civile s'inscrit dans une stratégie de non-violence, et les désobéissant.e.s n'ont pas l'intention de recourir à plus de violence. Cependant, la pratique de la désobéissance civile entraîne souvent les désobéissant.e.s dans le catastrophisme, les conduisant à prendre du recul et à parfois se distancier de leur activité militante. En effet, la violence morale et psychologique vécue dans le militantisme devient difficile à gérer et ne leur permet plus de poursuivre leur engagement. Mais quel avenir attend la désobéissance et ses acteur.ice.s ? Comme mentionné précédemment, l'épuisement et le désengagement sont des réponses courantes. Cependant, la recherche d'alternatives et le réengagement sont également des voies adoptées par certains désobéissant.e.s.

Ce chapitre s'attachera à répondre à la sous-question de ma problématique. Si les limites de la non-violence ne sont pas systématiquement renégociées, il a été démontré que la forme de violence la plus marquante dans les pratiques en Suisse romande est la violence morale, autrement dit, la violence psychologique et émotionnelle, qui font perdre aux désobéissant.e.s la volonté de militer. Ce chapitre analysera les conséquences de cette violence sur les désobéissant.e.s et leurs pratiques.

Les désobéissant.e.s se sont engagé.e.s avec l'objectif de créer un changement ; cependant, la pratique de la désobéissance civile les a rendu.e.s plus catastrophistes en raison de la violence morale liée à son éventuelle inefficacité, les incitant à se désengager. Certain.e.s d'entre eux ont évoqué avec moi l'idée de cesser leur engagement. Cela s'est manifesté de diverses manières. Arnold témoigne :

Être redescendu de la ZAD ça a tué mon énergie militante. Maintenant je vais en manif et s'il y a des actions directes ou des trucs chouettes, je suis dans les groupes qui les proposent, mais c'est sans plus. Ça demande beaucoup d'énergie, beaucoup : toute la répression, l'énergie organisationnelle... Franchement je respecte tellement les gens qui organisent des trucs depuis trois ans, je pourrais pas.

Dans cet extrait, Arnold utilise l'expression « énergie militante » pour décrire à quel point l'engagement lui a coûté en termes d'énergie. En d'autres termes, la répression et l'organisation ont exigé une grande persévérance. Comme mentionné au chapitre 2, cela a été perçu comme une violence, et il a décidé de s'éloigner des pratiques de la désobéissance civile. La surcharge de travail est un facteur classique du burn-out militant (Cottin-Marx 2023 : 159). Cependant, bien qu'il prenne ses distances, il exprime son respect pour celles et ceux qui continuent à organiser et participer à des actions. Son engagement, bien que plus distancié, ne remet pas en question l'importance des pratiques de la désobéissance civile.

Pour Paco, son engagement a également été affaibli par la violence mentale d'un long engagement, les procès, et un militantisme qu'il juge trop bourgeois. En effet, il a estimé que le collectif auquel il appartenait manquait à son devoir de communication et ne faisait pas participer tout le monde, ce qui aurait permis de toucher toute la société et d'aboutir à un changement global :

Mais ça fait pas tout. C'est un bon starter pour faire de la démocratisation, ce que X faisait pas ou très mal ! C'est aussi pour ça que j'ai arrêté. Tout l'outreach d'expliquer ce qu'on fait, pourquoi et comment, je trouvais ça pas bien fait et fait de façon hyper maladroite, pas du tout déconstruite dans le spectre des classes sociales. En fait, je voyais une élite universitaire aller parler de justice sociale et climatique à des gens qui connaissent pas ces termes et qui foncièrement ont raison d'en avoir rien à foutre parce que c'est de base anxiogène et qui soulève beaucoup de questions sur qui tu es dans la société et je peux comprendre que tu aies pas envie d'y entrer si on t'invite pas d'une manière cool. Il faut que ce soit compréhensible et vulgariser et vraiment toute mon expérience, c'était anti vulgarisé et anti cool.

Pour Paco, les pratiques mises en place par le réseau auquel il appartenait n'étaient pas compréhensibles pour toutes les classes sociales. Les connaissances climatiques

constituent un savoir difficile à appréhender et il n'est pas partagé équitablement. En effet, ce manque d'équité peut être perçu comme une violence par les désobéissant.e.s (Cottin-Marx 2023 : 160). Paco ressent également de manière violente le fait de ne pas parvenir à transmettre ce savoir sans que cela soit perçu sous le prisme des classes sociales, ce qui expose une violence systémique et met en lumière les différences de classes.

Dimitri a également pris ses distances avec son engagement dans les actions de désobéissance civile. Après 10 ans d'engagement, il m'indique qu'il se pose de nombreuses questions à ce propos :

Mouai... j'y croyais. C'est justement le problème. Ça fait deux ans que je me questionne sur l'efficacité de ce type d'action. Moi j'ai fait ce que j'ai fait. Je suis reconnaissant. Mais soit c'est efficace et il faudra encore des décennies de désobéissance civile et insister et peut-être arriver à des blessés, à des morts, à un extrême comme nous montre l'histoire pour arriver à quelque chose. Ou alors c'est plus profond et du coup, il faudra d'autres choses pour que ça marche. Je veux dire : pourquoi les gens ne comprennent pas que leur mode de vie fout la merde et changent pas ? En plus, je parle à plein de gens, j'ai étudié la psychologie, je comprends les phénomènes de déni. Mais là je comprends pas, ça bloque toujours, il y a toujours un mur à un moment. On peut pas s'en sortir si on questionne pas ça.

Dans cet extrait, on comprend que la latence entre les actions et leur efficacité a rendu Dimitri désillusionné quant à l'avenir. En le revoyant dans le bus quelques mois après notre entretien, il m'avoue qu'il arrête tout et qu'il doit désormais prendre soin de lui. Dimitri est le profil qui a participé au plus grand nombre d'actions et il fait partie de nombreux collectifs. Son engagement implique toutes les sphères de sa vie. Il a arrêté de travailler et s'attache à vivre de dons ou par le troc. Ce mode de vie, en plus de son engagement, notamment dans la désobéissance civile, l'a véritablement épuisé. Le burn-out militant, ou l'épuisement militant, n'est pas un phénomène complètement reconnu, mais il est débattu dans les sphères militantes depuis peu (Cottin-Marx 2023 : 157). Comme pour d'autres, cet épuisement peut également être dû à l'épuisement des rétributions militantes (Fillieule 2020 : n° 4). Les rétributions sont constamment réévaluées par les militant.e.s dans leur trajectoire, et dans la désobéissance civile, les rétributions se font de plus en plus rares dans les propos des désobéissant.e.s qui

ne trouvent plus d'efficacité et de sens dans leurs actions. Pour Cottin-Marx, cet aspect est l'un des 6 facteurs de l'épuisement militant qu'il emprunte à Christina Maslach et Mary Gomes²⁶ :

Le troisième facteur amenant au burn-out est l'inadéquation entre le travail effectué et la satisfaction obtenue. Alors que l'estime de soi dépend fortement de la reconnaissance de ce qui est accompli, dans les luttes menées par les militant.e.s, les victoires sont rares (2023 : 159-160).

Cette forme de burn-out est ainsi propre aux désobéissant.e.s radicaux/radicales, dont les rétributions sont plus rares. Les désobéissant.e.s réformistes que j'ai rencontré n'ont pas mentionné de perte de sens de leur engagement ou un potentiel désengagement, probablement car leurs objectifs semblent atteignables. Outre les désobéissant.e.s, c'est aussi parfois des organisations entières qui se désengagent. Extinction Rebellion (XR) Lausanne a ainsi communiqué qu'ils cessaient toute activité par manque de ressources humaines. Cet arrêt est sûrement causé par le turnover de plus en plus fréquent des activistes et désobéissant.e.s²⁷.

Réengagement et alternatives à la désobéissance civile

L'engagement des désobéissant.e.s tend à s'éteindre. Tel qu'illustré par les exemples précédents, il trouve sa source dans la violence de la désillusion engendrée par la désobéissance civile reflétée par la surcharge de travail, le manque d'équité ou le conflit de valeur et les récompenses insuffisantes (Cottin-Marx 2023 : 159). Cependant, il ne s'agit pas d'un désengagement total forçant les désobéissant.e.s à se retirer de la scène militante. En effet, bien qu'ils ne pratiquent plus d'actions de désobéissance civile, ils se dirigent vers d'autres alternatives militantes et d'autres actions plus concrètes et dynamiques. Le terme « alternative » renvoie non seulement à « autre solution », mais également à des modes de vie différents adoptés par les militant.e.s. Ces activités concrètes sont le point de départ de nouvelles pratiques et servent

²⁶ MASLACH Christina, GOMES Mary, 2006, "Overcoming Burnout", in : R. MacNAIR (ed.), Working for peace. A handbook of practical psychology and other tools, p. 43-49. Oakland : Impact Publishers.

²⁷ XR : Lausanne activités suspendues en raison d'un manque de ressources humaines : xrlausanne.ch (consulté le 29 juillet 2024).

d'exemples de modes de vie mettant en avant la nature, l'écologie, et de nouvelles habitudes de consommation.

L'engagement d'Arnold ne cesse pas dès lors qu'il a réduit sa participation aux actions de désobéissance civile. Durant notre entretien, il m'a dévoilé :

C'est aussi un projet qui date de très longtemps, mais qui va bientôt porter ses fruits. Je pense que si j'avais pas rencontré les gens que j'ai rencontrés là-bas, je serai jamais arrivé à un truc pareil. C'est aussi une façon pour nous de continuer. C'est des gens qui veulent mettre leur énergie militante dans une forme de vie collective et d'accès à la terre. Ça devient aussi le refuge pour tous.tes celles et ceux qui font de l'action directe. Enfin quand tu passes ta vie à organiser des trucs, t'as aussi besoin de faire autre chose. Et avoir une ferme militante à la campagne, c'est aussi le pied pour se poser quand t'as besoin. C'est un combat aussi à mener.

C'est aussi un combat militant ?

A fond. Ça sort de l'action directe, mais ce serait plus un projet à long terme pour essayer de changer les valeurs des gens et montrer qu'il y a d'autres formes d'agriculture possibles et aussi qui servira de point de départ de plein d'actions un peu plus directes.

Ce projet décrit par Arnold a pu voir le jour il y a quelque temps dans une ferme du canton de Fribourg. Il s'agit d'une initiative concrète visant à donner des exemples de changements de valeurs, de consommation, et de méthodes agricoles. Le choix de formes alternatives d'agriculture et la reconversion professionnelle sont en augmentation (Samak 2016 : 29). Ces initiatives sont le fruit d'une socialisation spécifique et ne relèvent pas seulement de trajectoires politiques militantes (Samak 2016 : 30). Par exemple, Arnold s'est tourné vers cette alternative après une formation de maraîcher et en parallèle de ses engagements, il a participé à un projet de permaculture que j'avais eu l'opportunité de visiter en 2022 pour un travail de séminaire. Ce projet est également en lien avec ses relations : il a rencontré des personnes prêtes à créer ce projet, notamment une issue du milieu agricole suisse, permettant après des années de négociations, d'obtenir le terrain agricole appartenant à la famille d'une personne impliquée dans le projet.

En outre, en choisissant de changer leur quotidien en vivant dans une ferme et en cultivant des terres, ils visent à convaincre un public de la nécessité d'une transition vers un mode de vie plus décroissant. L'action concrète qu'ils entreprennent est une manière de donner l'exemple et relève d'un acte militant. Paradoxalement, il s'agit également d'un moyen de prévoir la catastrophe. En cultivant et en ayant un espace pour vivre et se nourrir, ils se préparent à d'éventuelles crises, se rapprochant ainsi d'un mode de vie survivaliste. La stratégie de résilience consiste à créer un « espace de transition vers un mode de vie plus frugal, adapté aux ressources disponibles localement et de ce fait plus résilient aux potentiels chocs que pourraient engendrer le « pic pétrolier » et les changements climatiques » (Chamel 2017 : n° 20). Ainsi, ils créent des modèles de transition tout en se préparant à survivre en cas de catastrophe, naviguant entre militantisme et survivalisme.

Le collectif des hirondelles se trouve également à l'intersection de la désobéissance civile et du militantisme concernant des projets d'agriculture sur le long terme. Dès lors que le collectif a signé un contrat de prêt avec la fondation propriétaire pour avoir accès à une dépendance ainsi que du terrain, ils n'accomplissent plus d'action illicite. Leur projet se trouve dorénavant plus proche de ces actions décrites sur le long terme visant à donner des exemples de mode de vie alternatif. Le collectif a ainsi mis en évidence deux buts spécifiques : la vie collective et la réinvention des imaginaires du quotidien et l'expérimentation agricole hors des systèmes marchands. Ces objectifs mettent clairement en évidence la volonté de créer une alternative au quotidien et l'agriculture

L'approche concrète est centrale dans ces initiatives. Outre leur utilité, les alternatives de transition sont également une réponse à la critique que la désobéissance civile est un mode d'action peu accessible à toutes les classes sociales et trop abstrait. À part les actions de longue durée, telles que les ZAD, les désobéissant.e.s ont souvent reproché aux actions de trop se concentrer sur des discussions ne mettant pas en avant des actes. Pour Arnold et Paco, cela a été un déclencheur de leur désengagement. Par exemple, les actions auxquelles ils participaient demandaient trop d'énergie dans l'organisation et portaient trop souvent sur des débats. Tout en respectant ces méthodes, ils avaient besoin de retrouver plus de concrétisation dans leur militantisme. Ainsi, Paco a rejoint des radios militantes et des coopératives alimentaires :

Des coopératives alimentaires, j'ai participé... et des radios militantes à laquelle j'ai participé aussi. En fait, j'ai rencontré des gens avec des projets alternatifs différents qui avaient plus de sens d'un coup. Parce que t'étais pas juste en train de tester activement la limite de tolérance de l'État, mais tu mettais en place des idées véritablement à son encontre, en créant de l'information surtout avec un lien social fort. Avec des gens qui, de base, auraient pas eu la possibilité de trouver un milieu où t'as accès à un pôle de discussions qui sort très vite des griffes de l'État. Parce qu'il peut rien faire en fait là. On est pas dans une dictature. On est dans un cadre restreint avec la radio, mais ça offre du contenu et un espace de parole qui va exister pour toujours. C'est un peu la résistance d'aujourd'hui. On sait que l'État veut prouver sa solidité.

Dans cet extrait, Paco met en avant les autres formes de militantisme qu'il a rejoint. Il se sent désormais plus actif grâce à ses choix d'activités militantes.

Eloi, quant à lui, s'est désengagé pour des raisons personnelles car il ne pouvait plus risquer des amendes en vivant avec sa compagne avec qui il partage ses frais. Toutefois, il aborde la question des alternatives à la désobéissance civile en déclarant :

L'alternative à la désobéissance civile c'est des espèces de petits havres de « ici tout va bien », comme je disais sur la carte postale. Et donc pour moi, c'est plus utile que des gens fassent des systèmes personnels et hors système un maximum, car c'est dur de s'extraire complètement, plutôt que de se mettre dans la merde et d'être toujours en contre sans avoir grand-chose d'autre comme conséquences que des emmerdes pour sa vie.

Pour lui également, bien qu'il ne participe pas actuellement à ce genre de militantisme, la seule alternative possible à la désobéissance civile semble être des petits systèmes personnels hors du système, comme la ferme créée par Arnold. Ces alternatives sont profondément ancrées parmi les militant.e.s issu.e.s de la désobéissance civile. En effet, l'expérimentation de nouveaux modes de vie sont au cœur de l'écologie radicale des dernières années où les activistes et désobéissant.e.s entendent renverser les normes dans la prise de décision, les rapports sociaux, économique et d'organisation : « autosuffisance alimentaire et énergétique, donc économie circulaire, rapports non marchands entre les individus et horizontalité des relation sociales y sont les maîtres-mots » (Sommier 2021 : 18).

Le militantisme se répercute également sur les aspects de la vie quotidienne. Les rétributions matérielles en termes de compétences quotidiennes sont acquises dans des actions de désobéissances civiles ou dans leur organisation, permettant un apprentissage d'alternatives. Dimitri en est l'exemple le plus parlant. Afin de mieux le comprendre, il faut savoir que Dimitri avait créé une activité rémunérée autour des méthodes de consommation avant de se lancer dans la désobéissance civile :

J'ai fini en burn-out. J'ai fait ça pendant deux ans ou trois ans. Pour moi il y avait déjà cet idéal écolo chez moi. C'est-à-dire que si on partage les objets, donc on les mutualise, tu réduis la production d'objets. La première fois que j'entendais parler de l'économie circulaire, c'était en 2011, je me suis dit que c'était ça la solution.

Il avait créé une plateforme internet d'échange et de prêt d'objets afin d'en réduire la production par le partage. Cela a pourtant été pour lui un échec, se soldant par un burn-out et une nouvelle vie. Il a axé cette nouvelle vie autour des idées de l'économie circulaire. Pour lui, la surconsommation, la surproduction et l'exploitation des ressources sont liées et à l'origine des problèmes environnementaux actuels. Il a alors décidé d'adopter un mode de vie où il ne consomme pas, et en cas de besoin, il utilise des systèmes alternatifs de trocs et de dons. Cela fait plus d'une dizaine d'années qu'il vit ainsi en parallèle de ses activités militantes et de désobéissance civile. Il considère ce mode de vie comme un exemple pour les autres et un acte militant prouvant une autre réalité possible.

La désobéissance civile peut également être un point de départ pour ces alternatives. Elle a enseigné à ces personnes, à Arnold en particulier, à vivre différemment. Dans ses pratiques quotidiennes, il a appris à vivre avec moins d'argent, en consommant moins :

Je pense que ça m'a confronté aux gens qui vivaient ou qui voulaient vivre en dehors du système, enfin un maximum en tout cas. Au final, j'ai compris qu'on pouvait vivre avec 1500 fr par mois, en consommant moins et en trouvant les petites failles pour payer moins cher et en ayant un petit taf qui te rapporte un peu. Par exemple là, je suis livreur et horticulteur, je bosse 12-15h par semaine, ce qui est extrêmement peu et horticulteur c'est par plaisir et pour arrondir les fins de mois. Là j'ai quand même un loyer, je suis quand même content d'avoir mon

espace, mais en frais fixes je suis à 550 fr par mois et après je fais de la récup' pour la bouffe. Je dépense très peu au final et j'ai appris ça grâce aux gens de la ZAD.

Arnold a appris à vivre au quotidien selon des valeurs et des pratiques. Ce type d'engagement peut être considéré comme total (Robineau 2018 : 62). En effet, leur engagement se répercute sur tous les aspects de leur vie. Leur vie professionnelle, leurs relations, leur façon de consommer, leurs priorités changent. Toutefois, l'étude de Robineau sur l'engagement total de militant.e.s en squat, a prouvé que ces dernier.ère.s ont tendance à se distancier de ce genre d'activité militante au fil du temps laissant place à nouveau à un activisme séparant les sphères privées des sphères militantes (Robineau 2018 : 66). Ainsi, même s'il est possible de cerner une tendance se dressant vers des engagements alternatifs et impliquant toutes les sphères de la vie, il serait intéressant de suivre ces militant.e.s sur le long terme afin d'entrevoir quelle serait la prochaine étape.

Les alternatives évoquées ici résonnent particulièrement auprès des militant.e.s les plus radicaux/radicales, qui constituent une part prépondérante du turnover observé dans les mouvements de désobéissance civile. Ces formes d'engagement se distinguent par leur capacité à interroger les fondements mêmes de l'ordre social en place, en s'insinuant dans toutes les sphères de la vie quotidienne. À ce titre, l'exemple d'Arnold illustre cette dynamique. Son mode de vie témoigne d'une volonté profonde de rupture avec les pratiques dominantes. Il s'efforce de réduire sa consommation, notamment en récupérant les invendus des supermarchés, mais aussi en adoptant un mode de vie minimaliste. Parallèlement, il s'investit dans la création du projet dont il était question auparavant : la mise en place d'une exploitation maraîchère qui non seulement prône une agriculture respectueuse de l'environnement, mais qui se veut également être un espace de transmission et de partage. Arnold aspire à faire de cette ferme un lieu de vie communautaire où chacun, selon ses capacités et ses connaissances, peut apporter sa pierre à l'édifice. Ce lieu se veut être ouvert à toutes les personnes désireuses de découvrir et de s'initier à des modes de vie alternatifs. À terme, l'objectif est de vendre la production directement à la ferme, favorisant ainsi une consommation locale et responsable, en rupture avec les circuits de distribution conventionnels.

L'ampleur de ce projet est telle qu'elle touche à de multiples domaines : la sphère professionnelle, avec une redéfinition des modes de travail et de production ; la sphère éducative, avec un engagement fort dans la transmission des savoirs ; la sphère de la consommation, avec une critique et une alternative aux modèles de consommation de masse ; et enfin la sphère agricole, en promouvant une agriculture durable et respectueuse des écosystèmes. Ce projet, par sa volonté de réexaminer en profondeur les dynamiques constitutives de l'ordre social, s'inscrit donc dans une démarche résolument radicale

Cependant, cette radicalité pose la question de l'adéquation entre les objectifs poursuivis par ces militant.e.s et les stratégies employées, notamment la désobéissance civile. En effet, il est probable que cette forme d'action soit davantage adaptée aux objectifs réformistes qu'à ceux, plus radicaux, visant une transformation profonde de la société. La désobéissance civile, souvent perçue comme un moyen de pression sur les pouvoirs en place pour obtenir des réformes, pourrait en effet se révéler insuffisante pour répondre aux ambitions de celles et ceux qui cherchent à refonder l'ordre social dans son ensemble.

En conclusion, bien que ce positionnement militant puisse être interprété comme une réponse au catastrophisme ambiant et à une perspective survivaliste visant à se préparer à d'éventuelles crises majeures, il ne se limite pas à cette seule dimension. Il s'agit également d'une tentative de faire émerger un nouvel ordre social, en proposant et en incarnant des alternatives concrètes. Cette démarche, qui allie une critique radicale du système en place avec la construction de nouvelles pratiques, s'inscrit donc pleinement dans une forme de militantisme soutenue et radicale.

Conclusion

Ce mémoire a commencé par explorer les dynamiques entre deux catégories de désobéissant.e.s : les radicaux/radicales et réformistes. La distinction entre radical et réformiste dans ce texte repose sur la profondeur et la nature des changements recherchés. Les radicaux/radicales visent des transformations fondamentales, tandis que les réformistes travaillent à l'intérieur du système pour obtenir des améliorations progressives. En établissant cette comparaison, il a été possible de démontrer que les radicaux/radicales émettent déjà des doutes sur les actions de blocages, plutôt privilégiées par les désobéissant.e.s réformistes. Les désobéissant.e.s radicaux/radicales préfèrent des actions de plus long terme qui visent notamment à donner l'exemple et supposent déjà que la proposition d'alternative est déjà ancrée dans leur militantisme.

En outre, les violences ne sont pas vécues de la même façon par les désobéissant.e.s radicaux/radicales qui légitiment davantage les pratiques de violences matérielles, dont le sabotage notamment. Cependant, la pratique de la désobéissance civile a surtout tendance en Suisse romande à créer une violence morale sur les désobéissant.e.s. Cette perception exacerbée de l'urgence et de l'imminence de la catastrophe environnementale génère une violence morale intense, alimentant le sentiment d'épuisement militant.

En analysant comment l'urgence climatique repoussait les limites de la non-violence dans la pratique de la désobéissance civile en Suisse romande, j'ai pu m'apercevoir que, même si certain.e.s désobéissant.e.s peuvent envisager un tournant violent, notamment en comparant avec ce qu'il se passe à l'étranger, la non-violence est une stratégie importante de la désobéissance civile. Malgré tout, j'ai pu comprendre que la violence qui prend le plus de place dans la désobéissance civile est la violence morale subie et qu'elle pousse les désobéissant.e.s à revoir leur engagement. L'analyse liée au catastrophisme, permet de mettre en lien l'urgence climatique et le radicalisme. En effet, le radicalisme pousse les désobéissant.e.s à percevoir la situation sous un prisme catastrophiste. Cette perception exacerbée de l'urgence et de l'imminence de la catastrophe environnementale génère une violence morale intense, alimentant le sentiment d'épuisement militant. Il est même possible de voir un point de bascule pour

les désobéissant.e.s radicaux/radicales dans le catastrophisme par leur pratique désobéissante. Ce point de basculement s'explique par l'épuisement et le sentiment de désillusion créé par la pratique désobéissante dans son aspect radical. Les désobéissant.e.s réformiste.s sont moins enclin.e.s à ressentir cette désillusion. La frustration liée à l'éventuelle inefficacité des actions, la répression et la surcharge organisationnelle sont autant de sources d'épuisement. Des témoignages illustrent comment la violence morale et les défis organisationnels les ont conduits à prendre du recul par rapport à leurs engagements initiaux et les a transformés.

Malgré l'épuisement et le désengagement, il est important de noter que ces désobéissant.e.s ne se retirent pas totalement de la scène militante. Au contraire, beaucoup cherchent des alternatives et des formes de réengagement plus concrètes et durables. Les exemples de projets agricoles, de coopératives alimentaires, de radios militantes, et de modes de vie décroissants témoignent de leur capacité à transformer leur engagement en explorant d'autres répertoires d'action.

En conclusion, ce mémoire a révélé que la non-violence rencontre ses limites en terme de stratégie pour les désobéissant.e.s radicaux/radicales qui font face à un épuisement militant. Malgré son potentiel de générer un épuisement militant, la désobéissance civile demeure une porte d'entrée vers des engagements alternatifs. Les désobéissant.e.s, confronté.e.s à la violence morale de leurs pratiques et à la désillusion quant à l'efficacité de leurs actions, tendent à se rediriger vers des initiatives concrètes et communautaires. Les trajectoires des désobéissant.e.s étudié.e.s montrent une évolution vers des engagements plus personnels et locaux, tout en continuant à porter les valeurs de justice sociale et environnementale. Il serait pertinent de suivre ces trajectoires sur le long terme pour mieux comprendre l'évolution de ces engagements et les nouvelles formes de militantisme qui en découlent.

Finalement, essayer de comprendre le futur de la désobéissance civile et d'éventuelles nouvelles limites à la non-violence, j'ai été confrontée à un autre défi majeur : l'épuisement morale. Cette analyse a ses limites est se concentre surtout sur les désobéissant.e.s présent.e.s dans les réseaux romands. Les spécificités suisses quant à la répression de ce répertoire d'actions et ne reflète pas d'autres contextes politiques. La représentativité de mon échantillon d'enquêté.e.s ne peut pas être facilement généralisé à l'ensemble du réseaux désobéissant de Suisse romande.

Malgré mes efforts pour sélectionner des profils variés, il est certain que cette représentativité reste limitée. De plus, les catégories de base telles que « radical » et « réformiste » sont à la fois non exhaustives et restrictives. Elles ne couvrent pas toute la diversité du spectre politique et peuvent apparaître réductrices. Cependant, elles révèlent certaines tendances importantes pour mon analyse. Par exemple, il est notable que les désobéissant.e.s radicaux/radicales privilégient des actions s'inscrivant dans la durée, tandis que les réformistes optent davantage pour des actions plus éphémères de blocage. Cela se manifeste d'autant plus dans les pratiques de réengagement, où les alternatives de vie en communauté, visant à donner l'exemple, sont les plus fréquentes.

Bibliographie

AUDIGIER François, CRETTEZ Xavier

2021. "Frapper l'État ou l'opinion ?", in : SOMMIER Isabelle (dir.), *Violences politiques en France*, p. 241-262. Paris : Presses de Sciences Po. 416 p. En ligne : <https://doi.org/10.3917/scpo.sommi.2021.01.0135>.

BEAUD Stéphane, WEBER Florence

2003. *Guide de l'enquête de terrain : Produire et analyser les données ethnographiques*. Paris : Éditions La Découverte. 340 p.

BLUWSTEIN Jevgeniy, DEMAY Clémence, BENOIT Lucie

2023. *Désobéissance civile et procès climatiques en Suisse. Quels combats se jouent devant les tribunaux suisses ?* Humanrights.ch. En ligne : humanrights.ch/fr/pfi/droits-humains/climat/.

CELIKATES Robin

2013. "La désobéissance civile : entre non-violence et violence". *Rue Descartes*, 77(1), p. 35-51. En ligne : DOI 10.3917/rdes.077.0035.

CERVERA-MARZAL Manuel

2014. *Ni paix ni guerre. Philosophie de la désobéissance civile et politique de la non-violence*. Science politique. Université Paris Diderot ; Université Libre de Bruxelles.

CHAMEL Jean

2016. "Visions du monde des écologistes catastrophistes : entre attente de la fin d'un monde et retrait hors du monde", in : MANCINI Silvia, ROUSSELEAU Raphaël (éds.), *Processus de légitimation entre politique et religion : Approches historico-culturelles et analyses de cas dans les mondes européen et extra-européen*, p. 281-298. Paris : Éditions Beauchesne. 390 p. En ligne : https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_CE726BC8B387.P001/REF.

2017. "Des écologistes face à l'effondrement : décolonisation de l'imaginaire et alternatives créatives", in : BERJOAN Nicolas (éd.), *Résister corps et âme*, p. 77-95. Aix en Provence : Presses universitaires de Provence. 154 p. En ligne : <https://doi.org/10.4000/books.pup.27838>.

COMBY Jean-Baptiste

2017. "Dépolitisation du problème climatique : Réformisme et rapports de classe". *Idées économiques et sociales*, 190, p. 20-27. En ligne : <https://doi.org/10.3917/idee.190.0020>.

COTTIN-MARX Simon

2023. "Le burn-out militant : Réflexions pour ne pas être consommé par le feu militant". *Mouvements : des idées et des luttes*, 1 (113), p.156-164. En ligne : DOI <https://dx.doi.org/10.3917/mouv.113.0156>.

DJEMNI-WAGNER Sonya

2021. "Militantisme écologiste et désobéissance civile". *Études*, 5, p. 55-65. En ligne : DOI [10.3917/etu.4282.0055](https://doi.org/10.3917/etu.4282.0055).

FALCON Y TELLA María José

1997. "La désobéissance civile". *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 39, p. 27-67. En ligne : DOI [10.3917/riej.039.0027](https://doi.org/10.3917/riej.039.0027)

FILLIEULE Olivier

2020. "Désengagement", in : FILLIEULE Olivier (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, p. 186-194. 2^e édition mise à jour et augmentée. Paris : Presses de Sciences Po. 624 p. En ligne : <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2020.01.0186>.

GABORIT Maxime

2020. "Disobeying in time of disaster: radicalism in the French climate mobilizations". *Youth and Globalization*, 2, p. 232-250. En ligne : DOI [10.1163/25895745-02020006](https://doi.org/10.1163/25895745-02020006).

GARCIA VILLEGAS Mauricio, LEJEUNE Aude

2015. "La désobéissance au droit : approche sociologique comparée". *Droit et société*, 91(3), p. 565-577. En ligne : DOI 10.3917/drs.091.0565.

GAXIE Daniel

1977. "Économie des partis et rétributions du militantisme". *Revue française de science politique*, 27(1), p. 123-154. En ligne : <https://doi.org/10.3406/rfsp.1977.393715>.

2005. "Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective". *Swiss Political Science Review*, 11(1), p. 157-188. En ligne : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1002/j.1662-6370.2005.tb00051.x>.

HAYES Graeme, OLLITRAULT Sylvie

2013. *La désobéissance civile*. Paris : Les Presses de Sciences Po, collection Contester. 186 p.

LAJARTHE Fanny

2020. "Désobéir en masse pour la justice climatique : Retours sur Ende Gelände". *EcoRev'*, 48, p. 61-74. En ligne : DOI 10.3917/ecorev.048.0061.

LAUGIER Sandra

2015. "La désobéissance comme principe de la démocratie". *Pouvoirs*, 155, p. 43-54. En ligne : <https://doi.org/10.3917/pouv.155.0043>.

MALM Andreas

2020. *Comment saboter un pipeline*. Paris : La fabrique éditions. 216 p.

PASTINELLI Madeleine

2011. "Pour en finir avec l'ethnographie du virtuel ! Des enjeux méthodologiques de l'enquête de terrain en ligne". *Anthropologie et Sociétés*, 35(1-2), p. 35-52. En ligne : <https://doi.org/10.7202/1006367ar>.

PECHU Cécile

2020. "Répertoire d'action", in : FILLIEULE Olivier (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, p. 495-502. 2^e édition mise à jour et augmentée. Paris : Presses de Sciences Po. 624 p. En ligne : <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2020.01.0495>.

ROBINEAU Colin

2018. "S'engager corps et âme : Socialisations secondaires et modes de production du militant « autonome »". *Agora débats/jeunesses*, 80, p. 53-69. En ligne : <https://doi.org/10.3917/agora.080.0053>.

2020. "Pour une sociologie des écologistes radicaux : quelques éléments programmatiques". *E-Cadernos CES*, 34, p. 46-63. En ligne : DOI : 10.4000/eces.5494.

SAMAK Madlyne

2016. "La politisation variable des alternatives agricoles". *Savoir/Agir*, 38(4), p. 29-35. En ligne : <https://doi.org/10.3917/sava.038.0029>.

SCHATZMAN Leonard & STRAUSS Anselm L.

1973. *Field-Research : Strategies for a Natural Sociology*. Englewood Cliffs : Prentice-Hall. 149 p.

SEMAL Luc

2019. *Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes*. Paris : PUF. 361 p.

SIMEUNOVIC Dijana, MENDEZ Benoit, RENARD Titouan

2021. "L'action de Lausanne Action Climat à l'encontre du Crédit suisse : témoignages", in : BOURG Dominique, DEMAY Clémence, FAVRE Brian (dir.), *Désobéir pour la Terre : Défense de l'état de nécessité*, p. 27-38. Paris : Presses Universitaires de France. 336 p.

SOMMIER Isabelle

2021. "Les « sociétaux » : une violence en devenir ?", in : SOMMIER Isabelle (dir.), *Violences politiques en France*, p. 135-156. Paris : Presses de Sciences Po. 416 p. En ligne : <https://doi.org/10.3917/scpo.sommi.2021.01.0135>.

STAM Alexandra, DIAZ Pablo

2023. "Qualitative data anonymization : theoretical and practical considerations for anonymizing interview transcripts". *FORS Guide*, 20, p. 2-15. En ligne : <https://doi.org/10.24449/FG-2023-00020>.

STEINMETZ Kevin F.

2012. "Message received : virtual ethnography in online message boards". *International Journal of Qualitative Method*, 11/1, p. 26-39. En ligne : DOI:10.1177/160940691201100103.

TUOT Thierry

2015. "Obéir/désobéir et l'environnement". *Pouvoirs*, 155, p. 125-135. En ligne : DOI 10.3917/pouv.155.0125.

VAN CAMPENHOUDT Luc, MARQUET Jacques, QUIVY Raymond

2017. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Malakoff : Dunod. 384 p.

WEBER Max

1963. "Le métier et la vocation d'homme politique", in : *Le savant et le politique* (1919), p. 99-185. Paris : Union Générale d'Éditions. 186 p.

Webographie

Act Now !

Page instagram : https://www.instagram.com/actnow_ch/ (consulté le 3 juillet 2024).

(n. d.) Nos campagnes : <https://weactnow.ch/fr> (consulté le 9 juillet 2024).

ALBERTINI Antoine et al.

2023. Sainte-Soline : retour sur un affrontement et ses zones d'ombre, *Le Monde*, le 1 avril 2023 : https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/04/01/sainte-soline-retour-sur-un-affrontement-et-ses-zones-d-ombre_6167860_3244.html (consulté le 31 juillet 2024).

BRON Taylor

(n. d.) Introducing Earth First! : <https://www.environmentandsociety.org/exhibitions/radical-environmentalisms-print-history/introducing-earth-first> (consulté le 31 juillet 2024).

BUSSLINGER Boris

2023. Terroristes ou martyrs climatiques, l'énigme irrésolue des écologistes bloqueurs de routes, *Le Temps*, le 19 juillet 2023 : <https://www.letemps.ch/suisse/terroristes-ou-martyrs-l-enigme-irresolue-des-ecologistes-bloqueurs-de-routes> (consulté le 31 juillet 2024).

Extinction Rebellion Lausanne

2020. Désobéissance civile : <https://xrlausanne.ch/desobeissance-civile/> (consulté le 3 juillet 2024).

2020. Pourquoi la convergence des luttes ? : <https://xrlausanne.ch/convergence-des-luttes/> (consulté le 9 juillet 2024).

Grondements des terres

(n. d.) Grondements des terres : accueil : <https://grondementsdeterres.org> (consulté le 4 juillet 2024).

Vidéos

Archives RTS

1981. Kaiseraugst, c'est trop (7 minutes) :
<https://www.rts.ch/archives/tv/information/tell-quel/3465132-kaiseraugst-c-est-trop.html> (consulté le 3 juillet).

Le Temps

2021. La désobéissance civile en Suisse : une histoire en archives (6 minutes). Mise en ligne le 6 octobre 2021 : <https://www.youtube.com/watch?v=thpW-RVyI1A> (consulté le 2 juillet 2024).

Metabolism of cities

2022. La désobéissance civile pour sauver la planète : podcast avec Anaïs Tilquin – Renovate Switzerland (1h 19min 32s). Mise en ligne le 21 septembre 2022: https://www.youtube.com/watch?v=iEGdo3vW_W4&t=1555s (consulté le 4 juillet 2024).

Annexe : Tableau récapitulatif des enquêtés

PRÉNOM	AGE	DATE D'ENGAGEMENT DANS DES ACTIONS DE DÉSŒBÉISSANCE CIVILE	ACTIONS
Arnold	28	2020	Blocages, critical mass, sabotages, occupations, manifestations non-autorisées
Eloi	32	2018	Blocages, manifestations non-autorisées
Hector	34	2011	Occupations, manifestations non-autorisées
Dimitri	42	2011	Blocages, sabotages, occupations
Jacob	65	2007	Blocages, occupations
Stanislas	29	2018	Blocages
Paco	26	2019	Blocages, occupations, manifestations non-autorisées
Sabrina	26	2015	Blocages, occupations
Mélanie	39	2012	Blocages
Réseaux représentés : Renovate/Liberate, Extinction Rebellion (XR), ZAD de la colline, Grondements des terres, Grève du climat, Greenpeace			

Déclaration sur l'honneur*

Par la présente, j'affirme avoir pris connaissance des documents d'information et de prévention du plagiat émis par l'Université de Neuchâtel et m'être renseigné-e correctement sur les techniques de citation.

J'atteste par ailleurs que le travail rendu est le fruit de ma réflexion personnelle et a été rédigé de manière autonome.

Je certifie que toute formulation, idée, recherche, raisonnement, analyse ou autre création empruntée à un tiers est correctement et consciencieusement mentionnée comme telle, de manière claire et transparente, de sorte que la source en soit immédiatement reconnaissable, dans le respect des droits d'auteur et des techniques de citations.

Je suis conscient-e que le fait de ne pas citer une source ou de ne pas la citer clairement, correctement et complètement est constitutif de plagiat.

Je prends note que le plagiat est considéré comme une faute grave au sein de l'Université. J'ai pris connaissance des risques de sanctions administratives et disciplinaires encourues en cas de plagiat (pouvant aller jusqu'au renvoi de l'université).

Je suis informé-e qu'en cas de plagiat, le dossier sera automatiquement transmis au rectorat.

Au vu de ce qui précède, **je déclare sur l'honneur ne pas avoir eu recours au plagiat ou à toute autre forme de fraude.**

Nom :

MARILLEY

Prénom :

Louise

Cursus :

Master sciences sociales
pilier anthropologie

Faculté d'inscription :

FLSH

Lieu et date :

La Chaux-de-Fonds
13 août 2024

Signature :

Ce formulaire doit être dûment rempli par tout étudiant ou toute étudiante rédigeant un travail substantiel (notamment un mémoire de bachelor ou de master) ou une thèse de doctorat. Il doit accompagner chaque travail remis au professeur ou à la professeure.

* Formulaire largement inspiré de la Directive de la direction 0.3 bis, intitulée Formulaire Code de déontologie en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses, de l'Université de Lausanne, du 23 avril 2007 et adapté aux besoins de l'Université de Neuchâtel.

Rectorat. Fbg de l'Hôpital 41, 2000 Neuchâtel, tél. +41 32 718 10 20, messagerie.rectorat@unine.ch